

Décembre 2024

PROJET GLOBAL CIGÉO - TRANCHE DE TRAVAUX DR0
DEMANDE D'AUTORISATION D'URBANISME

Premières opérations de caractérisation et de surveillance environnementale
Permis de construire



U.F N° 151

Commune de Ribeaucourt



MISE À JOUR DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE PORTANT SUR LES PREMIÈRES OPÉRATIONS DE CARACTÉRISATION ET DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

Suite aux recommandations émises dans le cadre de l'instruction du dossier par les services de l'État et notamment suite à l'avis de l'Autorité environnementale (Ae), des mises à jour ont été apportées par l'Andra dans certaines pièces du dossier (déposé pour instruction le 6 mars 2024) avant son passage en enquête publique.

Pour assurer la clarté de l'information du public, l'Andra assure la traçabilité de ces mises à jour.

Les adaptations (modifications ou ajouts) se matérialisent par un **surlignage gris** dans le corps du texte, à l'exception des corrections mineures de forme et de mise en cohérence qui ne sont pas matérialisées.

Sommaire

1. Volet chapeau urbanisme	5
2. Cerfa n° 13409*12	7
3. Documents graphiques et notice descriptive du permis de construire	23
4. Étude d'impact actualisée (PC11)	35
5. Fiches ouvrages (en complément de la PC11)	37
5.1 Fiches ouvrages spécifiques au présent dossier	38
5.2 Fiches ouvrages génériques	47
Références bibliographiques	63

1

Volet chapeau urbanisme



Voir « Volet chapeau urbanisme » (1) joint au présent dossier.

2

Cerfa n° 13409*12





Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager*

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. **Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

→ **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous contacter :**

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

→ **Si vous recevez une telle correspondance avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

→ **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucune réponse de l'administration ne vous est parvenue à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux^[1] après avoir :**

- adressé au maire, par voie papier (en trois exemplaires) ou par voie électronique, une déclaration d'ouverture

– de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française :

<http://www.service-public.fr> ;

– affiché sur le terrain ce récépissé pour attester la date de dépôt ;

– installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française :

<http://www.service-public.fr>

ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

⚠ Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° _____,

déposée à la mairie le : ____/____/____

par : _____,

fera l'objet d'un permis tacite^[2] à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie



Délais et voies de recours

Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

* Dans le cadre d'une saisine par voie électronique, le récépissé est constitué par un accusé de réception électronique.

[1] Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

[2] Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Demande de Permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions Permis de construire comprenant ou non des démolitions

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

- Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
- Depuis le 1^{er} septembre 2022, de nouvelles modalités de gestion des taxes d'urbanisme sont applicables. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter de cette date, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ». **Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.**

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs...).
- vous réalisez une nouvelle construction.
- vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- votre projet comprend des démolitions.
- votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet				
PC ou PA	Dpt	Commune	Année	N° de dossier
La présente déclaration a été reçue à la mairie				
le ____/____/____				
Cachet de la mairie et signature du receveur				
Dossier transmis :				
<input type="checkbox"/> à l'Architecte des Bâtiments de France				
<input type="checkbox"/> au Directeur du Parc National				
<input type="checkbox"/> au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial				
<input type="checkbox"/> au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial				

1 Identité du demandeur [1]

[1] Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir deuxième, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

[1] Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

1.1 Vous êtes un particulier Madame Monsieur

Nom	Prénom
Date et lieu de naissance : Date : ____/____/____	
Commune : _____	
Département : ____	Pays : _____

1.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination	Raison sociale
ANDRA	
N° SIRET	Type de société (SA, SCI...)
3 9 0 1 9 9 6 6 9 0 0 0 8 1	Etablissement public
Représentant de la personne morale : <input type="checkbox"/> Madame <input checked="" type="checkbox"/> Monsieur	
Nom	Prénom
ABADIE	Pierre Marie

2 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 1-7	Voie : Rue Jean Monnet
Lieu-dit : _____	
Localité : CHATENAY-MALABRY	
Code postal : 9 2 2 9 0	BP : ____ Cedex : ____
Téléphone : 0 1 4 6 1 1 8 3 9 1	Indicatif pour le pays étranger : ____
Adresse électronique : dr0.cigeo@andra.fr	
Si le demandeur habite à l'étranger :	
Pays : _____	Division territoriale : _____
<input checked="" type="checkbox"/> J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.	

2Bis Identité et coordonnées d'une personne autre que le(s) demandeur(s) [2]

[2] Si vous souhaitez que les réponses de l'administration (autres que les décisions) soient adressées à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées.

Pour un particulier : <input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur	
Nom	Prénom
Pour une personne morale :	
Dénomination	Raison sociale
ANDRA Centre de Meuse / Haute-Marne	
N° SIRET	Type de société (SA, SCI...)
3 9 0 1 9 9 6 6 9 0 0 0 8 1	Etablissement public
Représentant de la personne morale : <input type="checkbox"/> Madame <input checked="" type="checkbox"/> Monsieur	
Nom	Prénom
TORRES	Patrice

[2] J'ai pris bonne note que ces informations doivent être communiquées avec l'accord de la personne concernée. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si cette personne habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Téléphone : Indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique :

@

3 Le terrain

3.1 Localisation du (ou des) terrain(s)

i Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet. Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire^[3].

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

Références cadastrales^[4] :

i Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 14.

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

3.2 Situation juridique du terrain

i Ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P.) ? Oui Non Je ne sais pas

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N.) ? Oui Non Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

[3] Si votre projet d'aménagement est situé dans le périmètre d'une opération de revitalisation du territoire et prévu par un contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA), la contiguïté des parcelles n'est pas requise dans le cadre d'une demande de permis d'aménager.

[4] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

4 À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

i Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre 5 (projet de construction).

4.1 Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés quel que soit le secteur de la commune

i Cochez la ou les cases correspondantes.

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Lotissement | <input type="checkbox"/> Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs |
| <input type="checkbox"/> Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre | <input type="checkbox"/> Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol : |
| <input type="checkbox"/> Terrain de camping | <ul style="list-style-type: none">• Contenance (nombre d'unités) : <input type="text"/> |
| <input type="checkbox"/> Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances | <input type="checkbox"/> Superficie en m ² : <input type="text"/> |
| <input type="checkbox"/> Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés | <ul style="list-style-type: none">• Profondeur en m (pour les affouillements) : <input type="text"/>• Hauteur en m (pour les exhaussements) : <input type="text"/> |
| <input type="checkbox"/> Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports | |
| <input type="checkbox"/> Aménagement d'un golf | |
| <input type="checkbox"/> Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une surface de plancher totale supérieure à 40 m ² , constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs | |
| <input type="checkbox"/> Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage recevant plus de deux résidences mobiles | |

Dans les secteurs protégés

Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé^[5] :

- Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux
- Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchylicoles, pastorales et forestières

Aménagement situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques^[5] :

- Création d'une voie
- Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
- Création d'un espace public

Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle^[5] :

- Création d'un espace public

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m²) :

[5] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :

4.2 À remplir pour une demande concernant un lotissement

Nombre maximum de lots projetés : Surface de plancher maximale envisagée (en m²) :

Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?

- Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot
- Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande
- La constructibilité sera déterminée à la vente (ou à la location) de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

Le projet fait-il l'objet d'une demande de travaux de finition différés ? Oui Non

Si oui, quelle garantie sera utilisée ?

Consignation en compte bloqué ou Garantie financière d'achèvement des travaux

Le projet fait-il l'objet d'une demande de vente ou location de lots par anticipation ? Oui Non

4.3 À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergement touristique

Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs :

Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)

Nombre d'emplacements réservés aux HLL :

Surface de plancher prévue, réservée aux HLL (m²) :

Nombre maximal de personnes accueillies :

Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation :

Agrandissement ou réaménagement d'une structure existante ? Oui Non

Si oui, joindre un plan indiquant l'état actuel et les aménagements

5 À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

5.1 Architecte

Vous avez eu recours à un architecte^[6] : Oui Non

Si oui, vous devez compléter les informations ci-dessous :

Pour un architecte personne physique :

Nom de l'architecte : Prénom :

Pour un architecte personne morale :

Dénomination : Raison sociale :

ARCHILOR

N° SIRET : Type de société (SA, SCI...) :

3 9 2 4 2 1 6 1 6 0 0 0 1 3 SASU

Représentant de la personne morale : Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Barrois Michael

Numéro : Voie :

61ter Rue de Saint Mihiel

Lieu-dit :

Localité :

COMMERCY

Code postal : BP : Cedex :

5 5 2 0 0

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes^[7] :

S02685PC000322118

Conseil régional de l'ordre :

GRAND-EST - Lorraine

Téléphone : ou Télécopie : ou

0 3 2 9 9 1 1 7 8 3

Adresse électronique :

barrois@archilor.fr

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte, veuillez cocher la case ci-dessous^[8] :

Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

5.2 Nature du projet envisagé

- Nouvelle construction Travaux sur construction existante
- Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

[6] Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture).

[7] Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes. Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes.

[8] Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;
- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150 m² de surface de plancher ;
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;
- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Courte description de votre projet ou de vos travaux :
Réalisation de 4 forages de caractérisation en limite de ZIOS - ZBS_FOND_UP1 sur une plateforme réalisée en déblais / remblais, sans évacuation de terre. La plateforme sera constituée :

- géotextile
- GNT 0 / 80 sur 0,30 m d'épaisseur minimum
- GNT 0 / 31,5 sur 0,20 m d'épaisseur minimum

Ces forages seront surmontés de :

- 3 dalles en béton de 3,00 x 3,00 et de 30 cm d'épaisseur
- 4 édicules métalliques de dimensions 2,40 x 2,30 - H = 2,20 m

La surface des travaux est donc de $3 \times 3 \times 3 + 1 \times 2,40 \times 2,30 = 32,52 \text{ m}^2$

Ces travaux de locaux techniques ne constituent pas de la surface de plancher.

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé),

indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : _____

Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol, indiquez sa

puissance crête _____ kW et la destination principale de l'énergie produite : _____

5.3 Informations complémentaires

• Nombre total de logements créés : dont individuels : dont collectifs :

• Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :

Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) Prêt à taux zéro

Autres financements :

• Mode d'utilisation principale des logements :

Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) Vente Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :

Résidence principale Résidence secondaire

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser :

Piscine Garage Véranda Abri de jardin

Autres annexes à l'habitation : _____

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

Résidence pour personnes âgées Résidence pour étudiants Résidence de tourisme

Résidence hôtelière à vocation sociale Résidence sociale Résidence pour personnes handicapées

Autres, précisez : _____

• Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :

• Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces : 1 pièce 2 pièces

3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus

• Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol

• Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

Extension Surélévation Création de niveaux supplémentaires

• Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :

Transport Enseignement et recherche Action sociale

Ouvrage spécial Santé Culture et loisir

5.4 Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

5.5 Destination des constructions et tableau des surfaces

i Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1^{er} janvier 2016.

Surfaces de plancher^[9] en m²

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[10] (B)	Surface créée par changement de destination ^[11] (C)	Surface supprimée ^[12] (D)	Surface supprimée par changement de destination ^[11] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat ^[13]						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m²)						

[9] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces. La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

[10] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[11] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

[12] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

[13] L'activité d'artisan est définie par la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».

5.6 Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

i Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5.

Surface de plancher en m² [14]

Destinations ^[15]	Sous-destinations ^[16]	Surface de plancher en m ² [14]					
		Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[17] (B)	Surface créée par changement de destination ou de sous-destination ^[18] (C)	Surface supprimée ^[20] (D)	Surface supprimée par changement de destination ou de sous-destination ^[19] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements touristiques						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces totales (en m²)							

[14] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces. La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

[15] Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme.

[16] Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme.

[17] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[18] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation.

[19] Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles.

[20] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

5.7 Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : Après réalisation du projet :

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse 1 des aires de stationnement :

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

Adresse 2 des aires de stationnement :

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

Nombre de places :

Surface totale affectée au stationnement : m², dont surface bâtie : m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) :

6 À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

i Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

Démolition totale Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre de logements démolis :

7 Participation pour voirie et réseaux

① Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur.

7.1 Pour un particulier

Madame Monsieur

Nom Prénom

7.2 Pour une personne morale

Dénomination Raison sociale

N° SIRET Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : Madame Monsieur

Nom Prénom

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Adresse électronique : @

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

8 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)

porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L. 181-1 du code de l'environnement

fait l'objet d'une dérogation au titre du L. 411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)

porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement

déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre

Indiquez également si votre projet :

① Informations complémentaires

se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable

se situe dans les abords d'un monument historique

2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation

relève de l'article L. 632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)

a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme

Précisez laquelle :

est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L. 712-3 du code de l'énergie

porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques

9 Engagement du (ou des) demandeurs


J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.

Je certifie exacts les renseignements fournis.

Je suis informé (e) qu'une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du CGI) pour le calcul des impôts directs locaux et des taxes d'urbanisme, sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ». Le demandeur, et le cas échéant l'architecte, ont connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

À Châtenay Malabry

Fait le 1 8 / 0 1 / 2 0 2 4

Signé
numériquement
par :

Pierre-Marie
ABADIE

Signature du (des) demandeur(s)

⚠ Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
- deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

10 Pour un permis d'aménager portant sur un lotissement

En application de l'article L. 441-4 du code de l'urbanisme, je certifie avoir fait appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Si la surface du terrain à aménager est supérieure à 2500 m², je certifie qu'un architecte au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, ou qu'un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, a participé à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Information à remplir sur le professionnel sollicité :

architecte paysagiste-concepteur

Pour un architecte personne physique :

Nom Prénom

Pour un architecte personne morale :

Dénomination Raison sociale

N° SIRET Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : Madame Monsieur

Nom Prénom

Numéro : Voie :
Lieu-dit :
Localité :
Code postal : BP : Cedex :
Téléphone :
Adresse électronique : @

Pour les architectes uniquement :

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes^[21] :
Conseil régional de l'ordre de :

Références cadastrales : fiche complémentaire

ⁱ Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>
Préfixe :	<input type="text"/>	Section :	<input type="text"/>	Numéro :	<input type="text"/>	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	<input type="text"/>

Superficie totale du terrain (en m²) :

[21] Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes. Les six premiers caractères correspondent au numéro d'inscription à l'ordre des architectes.

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et de la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.

1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Le responsable de traitement est la commune de dépôt de votre dossier. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction,

veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier. Dans le cas où votre demande relèverait de la compétence de l'État, vous pouvez exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données (DPD) du ministère en charge de l'urbanisme.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère en charge de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère en charge de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* [🔗](#).

Vous pouvez exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données (DPD) du MTE et du MCTRCT :

• à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

• ou par courrier (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) à l'adresse suivante :

Ministère en charge de l'urbanisme

À l'attention du Délégué à la protection des données

SG/DAJ/AJAG1-2

Grande Arche paroi sud

92055 La Défense cedex

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), par courrier :

À l'attention du délégué à la protection des données

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 Paris Cedex 07

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire

❶ Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées

ci-dessous [Art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national...)^[22] ou si des travaux de surélévation d'une construction achevée depuis plus de 2 ans font l'objet d'une demande de dérogation à des règles de construction [Art. L.112-13 du code de la construction et de l'habitation].

Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PC1, PC2 et PC3, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [Art. A. 431-9 du code de l'urbanisme].

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input checked="" type="checkbox"/> PC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] ^[23]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ^[23]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ^[23]	1 exemplaire par dossier

[22] Se renseigner auprès de la mairie.

[23] Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager.

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> PC9. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
<input type="checkbox"/> PC10. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10-1. Une notice complémentaire indiquant les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10 -2. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
<input type="checkbox"/> PC11. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC11-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-4 du code de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> PC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'Art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif:	
<input type="checkbox"/> PC11-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :	
<input type="checkbox"/> PC12. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :	
<input type="checkbox"/> PC13. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un agrément :	
<input type="checkbox"/> PC14. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :	
<input type="checkbox"/> PC15. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique :	
<input type="checkbox"/> PC16. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique ou la réglementation environnementale :

<input type="checkbox"/> PC 16-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie, prévu par les articles R. 122-22 et R. 122-23 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
OU <input type="checkbox"/> PC 16-1-1. Le formulaire attestant la prise en compte des exigences de performance énergétique et environnementale et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie en application de l'article R. 122-24-1 et R. 122-24-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 j) du code de l'urbanisme]	
Si votre projet est situé à proximité d'une canalisation de transport dans une zone de dangers :	
<input type="checkbox"/> PC 16-2. L'analyse de compatibilité du projet avec la canalisation du point de vue de la sécurité des personnes, prévue à l'art. R. 555-31 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 k) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la construction d'un bâtiment comportant un lieu sécurisé auquel ont accès les véhicules de transport de fonds en vue de leur chargement ou déchargement :	
<input type="checkbox"/> PC 16-3. Le récépissé de transmission du dossier à la commission départementale de la sécurité des transports de fonds [Art. R. 431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet fait l'objet d'une concertation :	
<input type="checkbox"/> PC16-4. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé:	
<input type="checkbox"/> PC 16-5. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols :	
<input type="checkbox"/> PC 16-6. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent :	
<input type="checkbox"/> PC 16-7. L'attestation montrant le caractère équivalent des résultats obtenus par les moyens mis en œuvre, ainsi que leur caractère innovant [Art. 5 de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151-41 4° du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la construction d'un immeuble collectif de plus de douze logements ou de plus de 800 m² de surface de plancher, située dans une commune faisant l'objet d'un arrêté de carence en logements sociaux, et en l'absence de dérogation préfectorale :	
<input type="checkbox"/> PC 17-2 Un tableau indiquant le nombre de logements familiaux et la part de ces logements familiaux correspondant à des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation hors logements financés avec un prêt locatif social [Art. R. 431-16-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou une majoration du volume constructible en cas de PLU, justifié par la construction de logements sociaux :	
<input type="checkbox"/> PC18. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC19. La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC20. L'estimation sommaire du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC21. Dans les communes de la métropole, l'engagement du demandeur de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.831-1 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles de gabarit en cas de PLU en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :	
<input type="checkbox"/> PC22. Un document prévu aux articles R. 171-1 à R. 171-5 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC23. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un défrichement :	
<input type="checkbox"/> PC24. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> PC25. Une justification du dépôt de la déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC25-1. Le récépissé de la demande d'enregistrement lorsqu'il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement pour laquelle une demande d'enregistrement a été déposée en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un permis de démolir :	
<input type="checkbox"/> PC26. La justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU , si la demande de permis de construire vaut demande de permis de démolir :	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC27. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'annexe page 22 [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	
Si votre projet se situe dans un lotissement :	
<input type="checkbox"/> PC28. Le certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1 ^{er} al.) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

<input type="checkbox"/> PC29. Le certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29-1. L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22-1 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :	
<input type="checkbox"/> PC30. La copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m ² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC31. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national (OIN) :	
<input type="checkbox"/> PC 31-1. L'attestation de l'aménageur certifiant qu'il a réalisé ou prendra en charge l'intégralité des travaux mentionnés à l'article R. 331-5 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-23-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :	
<input type="checkbox"/> PC 31-2. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :	
<input type="checkbox"/> PC32. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC33. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le projet est soumis à la redevance bureaux :	
<input type="checkbox"/> PC 33-1. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 431-25-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC34. Le plan de situation du terrain sur lequel sont réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PC35. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m² dans une commune de moins de 20 000 habitants :	
<input type="checkbox"/> PC36. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :	
<input type="checkbox"/> PC37. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet. [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :	
<input type="checkbox"/> PC38. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 146-14 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :	
<input type="checkbox"/> PC39. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu à l'article R. 122-11 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique

<input type="checkbox"/> PC40. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 122-11 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :	
<input type="checkbox"/> PC40-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles constructives mentionnées à l'article L. 112-13 du code de la construction et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :	
<input type="checkbox"/> PC 40-2. Une demande de dérogation comprenant les précisions et les justifications définies à l'article R. 112-9 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre de l'article L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC40-3. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles de hauteur du plan local d'urbanisme prévue à l'article L.152-5-2 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC40-4. Une demande de dérogation comprenant le document prévu à l'article R.171-3 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité environnementale [Art. R.431-31-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :	
<input type="checkbox"/> PC41. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :	
<input type="checkbox"/> PC42. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation d'exploitation commerciale :	
<input type="checkbox"/> PC43. Le dossier d'autorisation d'exploitation commerciale [Art. R. 431-33-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone réglementée s'agissant de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :	
<input type="checkbox"/> PC44. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.126-20 et L.183-14 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]	3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France
Si votre projet est soumis, au titre du code du tourisme, à une autorisation de location d'un local à usage commercial en tant que meublé de tourisme tenant lieu d'autorisation d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC 45. Un document contenant la mention et les éléments prévus au 1) de l'article R. 324-1-7 du code du tourisme.	1 exemplaire par dossier
Si vous bénéficiez, lorsque votre projet est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid, d'une dérogation :	
<input type="checkbox"/> PC 46. La décision prise sur la demande de dérogation à l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie [Art. R.431-16 q) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

ANNEXE

Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

 Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A5. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L.421-1 et suivants ; R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1 Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le permis de construire ;
- le permis d'aménager ;
- le permis de démolir.

Selon la nature, l'importance et la localisation

des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire. Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

→ **Le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire** peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

⚠ Les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

→ **Le formulaire de demande de permis de construire pour une maison individuelle** doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

→ **Le formulaire de permis de démolir** (cerfa n° 13405) doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé ou lorsque le conseil municipal du lieu où se situe le projet a institué cette obligation. Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire permettent également de demander l'autorisation de démolir.

→ **Le formulaire de déclaration préalable** doit être utilisé pour déclarer des aménagements, des constructions ou des travaux non soumis à permis. Lorsque votre projet concerne une maison individuelle existante, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes.

Lorsque votre projet concerne la création d'un lotissement non soumis à permis d'aménager ou une division foncière soumise à contrôle par la commune, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager.

2 Informations utiles

→ **Qui peut déposer une demande ?**

• En application de l'article R. 423-1 du code de l'urbanisme, vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

Si vous êtes titulaire d'une autorisation d'urbanisme, vous serez redevable, le cas échéant, de la taxe d'aménagement.

→ **Recours à l'architecte**

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte si vous êtes un particulier, une exploitation agricole ou une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain à aménager de 2500 m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3 Modalités pratiques

→ **Comment constituer le dossier de demande ?**

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

⚠ Votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

→ **Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?**

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

⚠ Des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

⚠ Certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.

→ Où déposer la demande ou la déclaration par voie papier ?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

→ Comment déposer ma demande ou ma déclaration par voie électronique ?

À compter du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes doivent être en mesure de recevoir les demandes d'autorisation d'urbanisme de manière dématérialisée. Vous pouvez vous rapprocher ou consulter le site internet de la commune compétente pour recevoir votre demande afin de connaître les modalités de saisine par voie électronique qu'elle aura retenues. Pour vous aider à compléter votre dossier, vous pouvez également utiliser le service en ligne d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme (AD'AU) disponible sur service-public.fr. Celui-ci permet la constitution de votre dossier de manière dématérialisée et d'être guidé dans votre démarche (rubriques à renseigner et justificatifs à produire). Lorsque la commune compétente pour recevoir votre demande s'est raccordée à l'outil, votre dossier pourra également lui être transmis automatiquement.

→ Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

⚠ Dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4 Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française ([http:// www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus

(www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)

5 Taxes d'urbanisme

Il est rappelé que les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de la taxe d'aménagement et éventuellement de la part « logement » de la redevance d'archéologie préventive.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale a été déposée avant le 1^{er} septembre 2022 ainsi que les demandes d'autorisations modificatives ou de transfert d'un permis délivré en cours de validité déposées après cette date mais se rapportant à une demande d'autorisation initiale déposée avant le 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article L331-1 du code de l'urbanisme (taxe d'aménagement) et à l'article L524-4 du code du patrimoine (redevance d'archéologie préventive). La déclaration des éléments nécessaires au calcul de ces taxes doit être complétée et jointe au dossier de demande d'autorisation.

Le paiement interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés 12 mois après la délivrance de votre autorisation. A noter que la taxe d'aménagement est payable en deux fois (12 et 24 mois après la délivrance de l'autorisation) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale est déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article 1635 quater A du code général des impôts (taxe d'aménagement) et à l'article 235 ter ZG du même code (redevance d'archéologie préventive). La souscription d'une déclaration en ligne via votre espace « Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis votre espace sécurisé sur le site www.impots.gouv.fr vous sera demandée dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux au sens de l'article 1406 du code général des impôts.

Le paiement de chacune de ces deux taxes interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés suite à votre déclaration. La taxe d'aménagement reste payable en deux fois (90 jours et 9 mois après l'achèvement des travaux) lorsque son montant dépasse 1 500 euros. Précision importante : pour toute demande d'autorisation initiale déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, si vous bénéficiez d'un certificat d'urbanisme, vous pourrez demander à l'administration fiscale d'appliquer au calcul de votre taxe d'aménagement les exonérations et taux en vigueur

3

Documents graphiques et notice descriptive du permis de construire



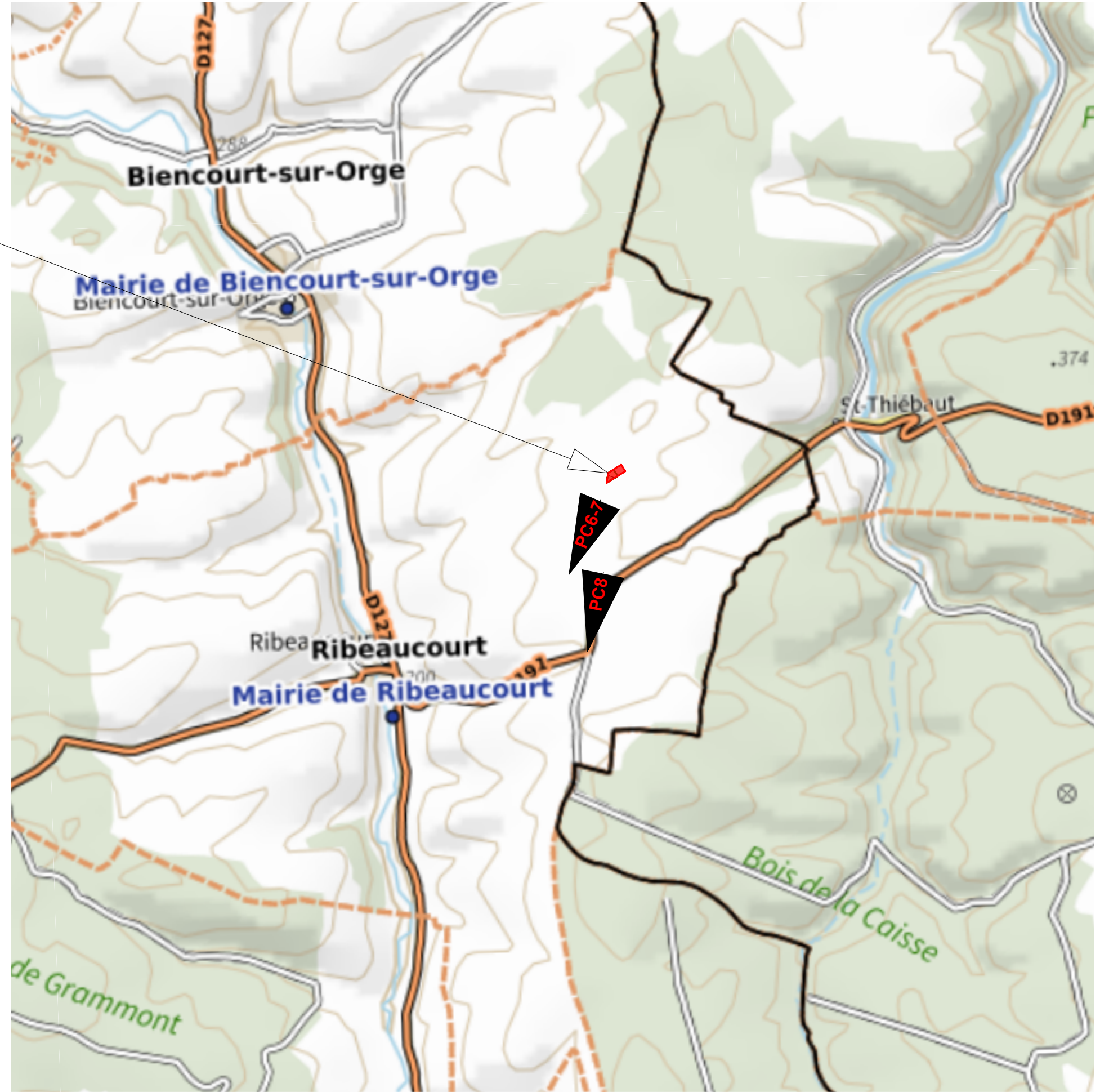
La notice descriptive et les documents graphiques ci-après sont repris du « Dossier de déclaration préalable » référencé CG-01-D-PCR-CACR-AU1-0100-23-0010 (2).

Liste des documents graphiques :

- PC1 Plan de situation
- PC2.1 Plan de masse - Général
- PC2.2 Plan de masse - Zoom travaux
- PC3.1 Plan en coupe du terrain
- PC3.2 Plan en coupe - forage type ZBS grand édicule
- PC4 Notice décrivant le terrain et présentant le projet
- PC5 Plan des façades - forage type ZBS grand édicule
- PC6 Insertion du projet dans son environnement
- PC7 Photographie situant le terrain dans son environnement proche
- PC8 Photographie situant le terrain dans le paysage lointain

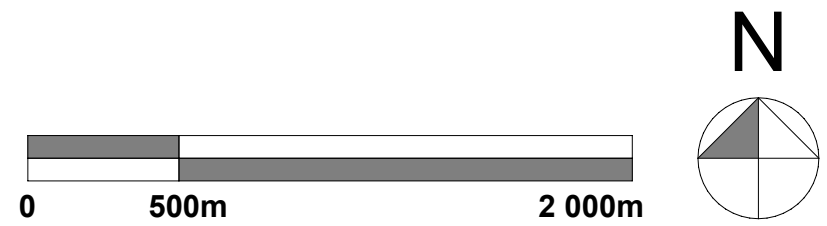
Commune de RIBEAUCOURT
UF151

Parcelles :
ZC-34
Total Surfaces = 4 983 m²



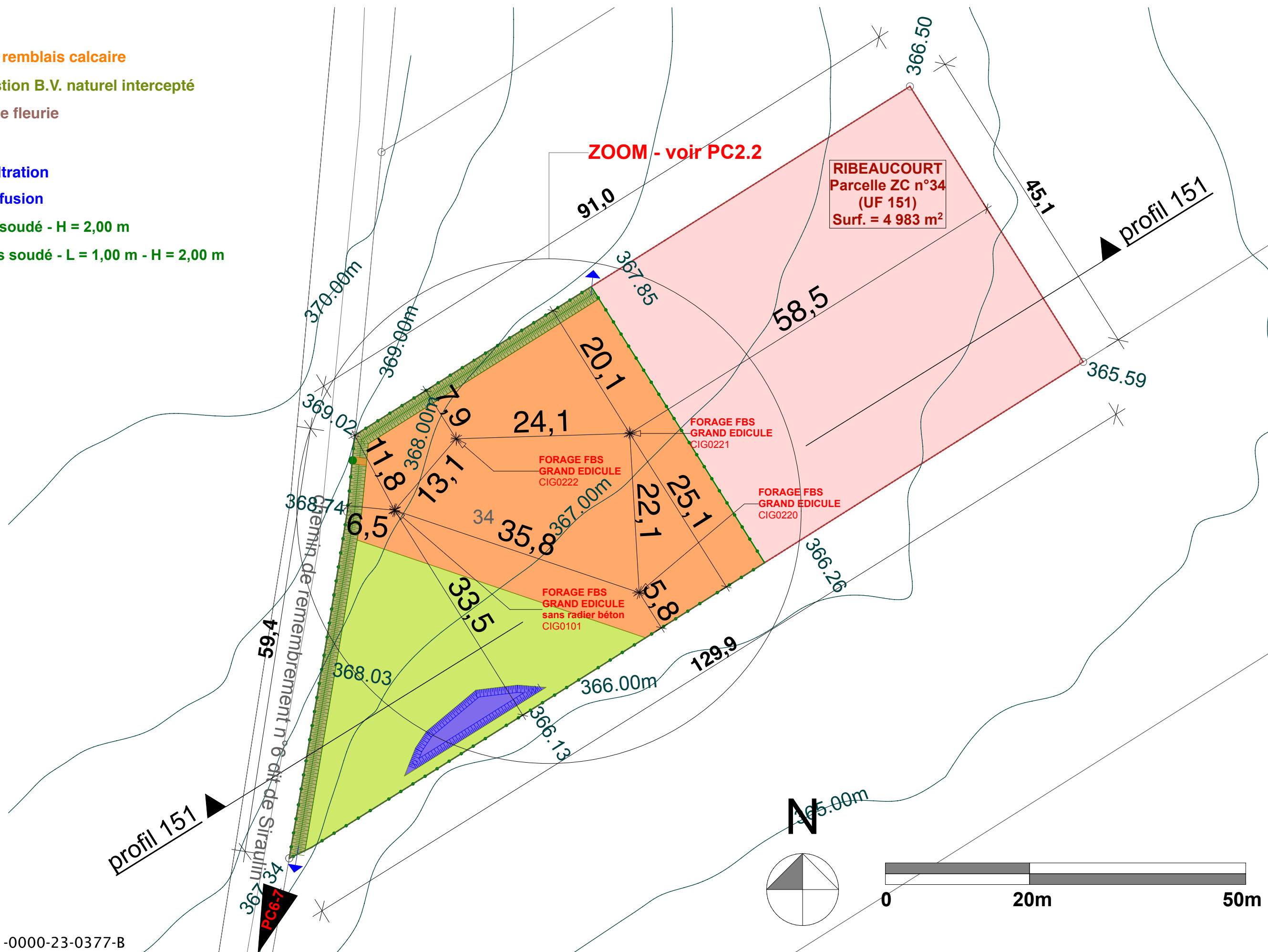
PC6-7 : point de vue des pièces :
- PC6 insertion du projet dans son environnement
- PC7 Photographie situant le terrain dans son environnement proche

PC8 : point de vue de la pièce :
- PC8 Photographie situant le terrain dans le paysage lointain



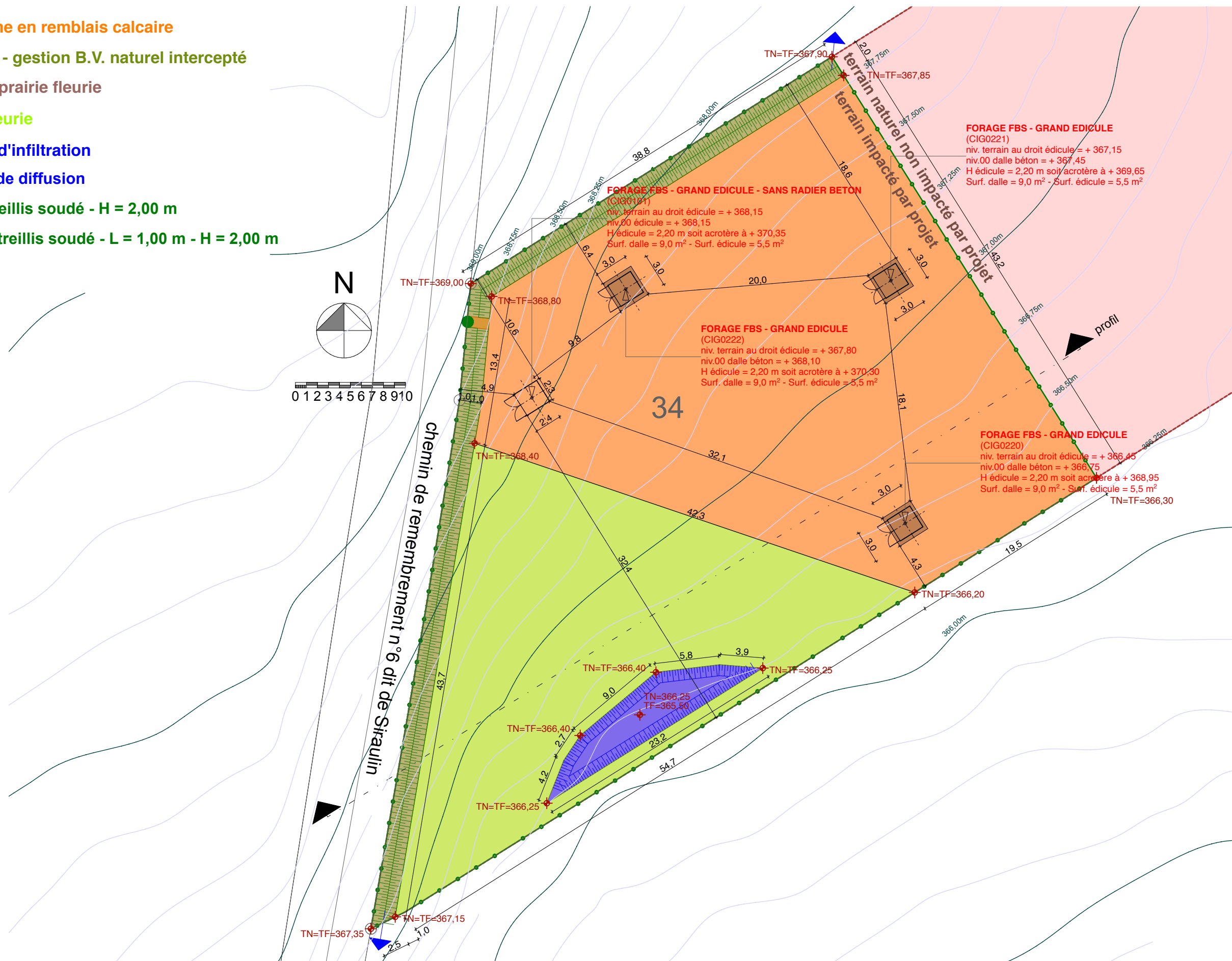
Légende :

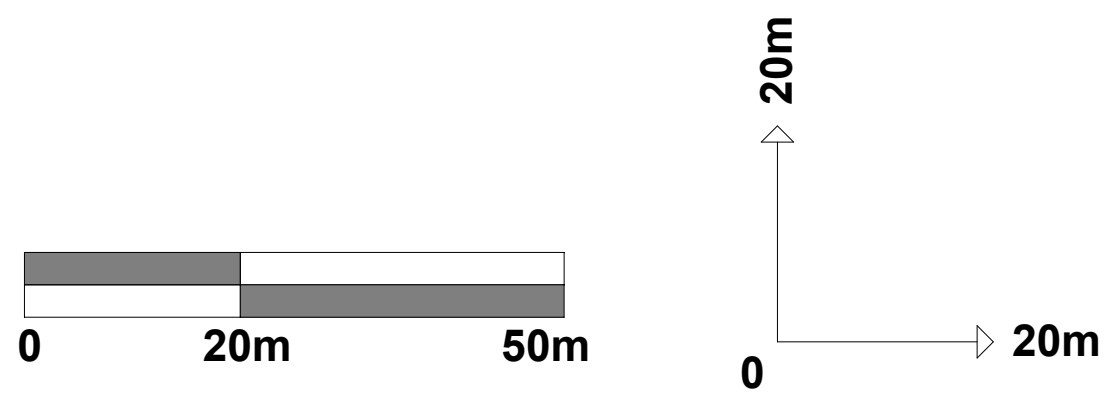
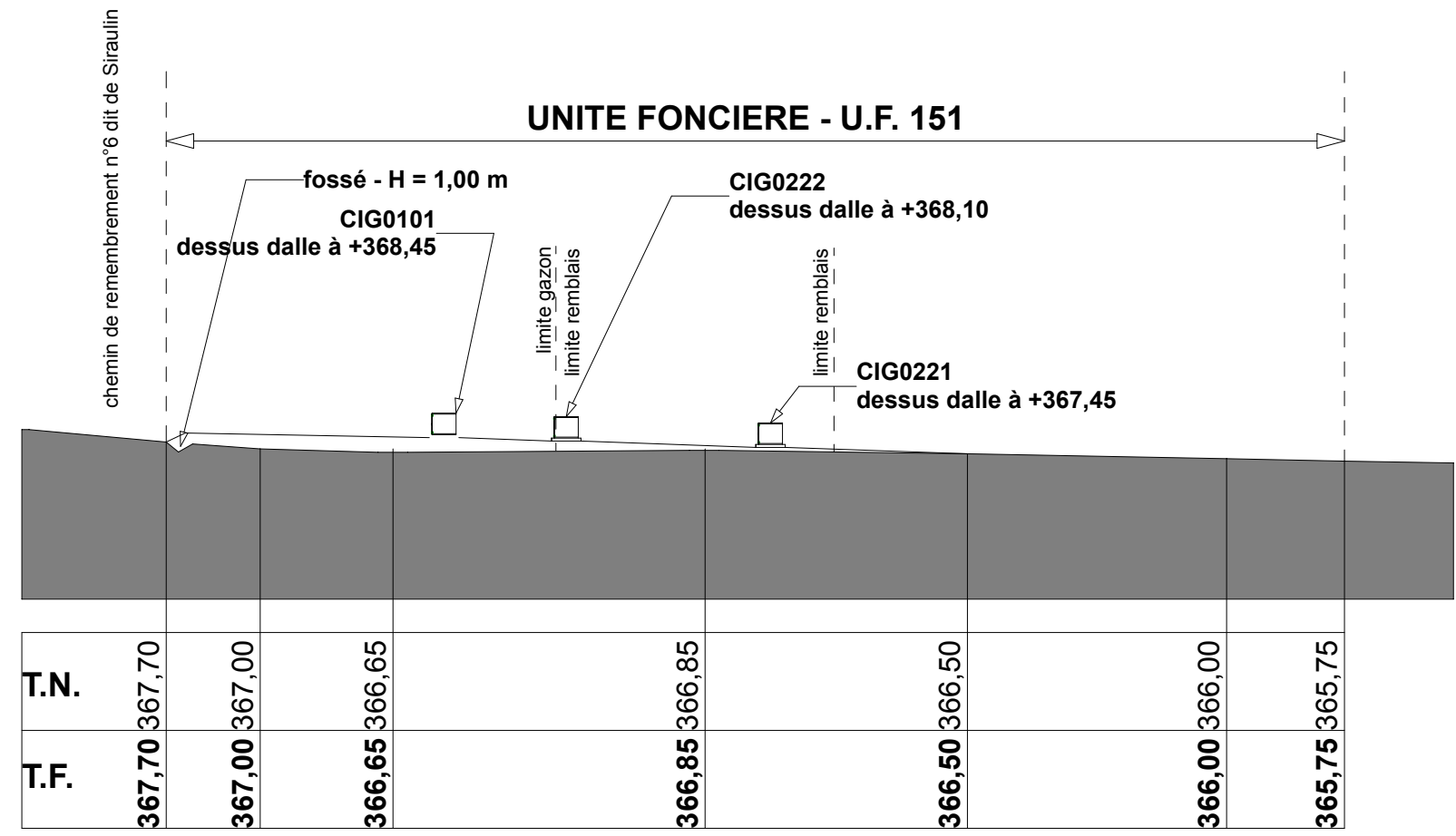
- plateforme en remblais calcaire
- fossé EP - gestion B.V. naturel intercepté
- merlon : prairie fleurie
- prairie fleurie
- ouvrage d'infiltration
- ouvrage de diffusion
- clôture treillis soudé - H = 2,00 m
- portillon treillis soudé - L = 1,00 m - H = 2,00 m



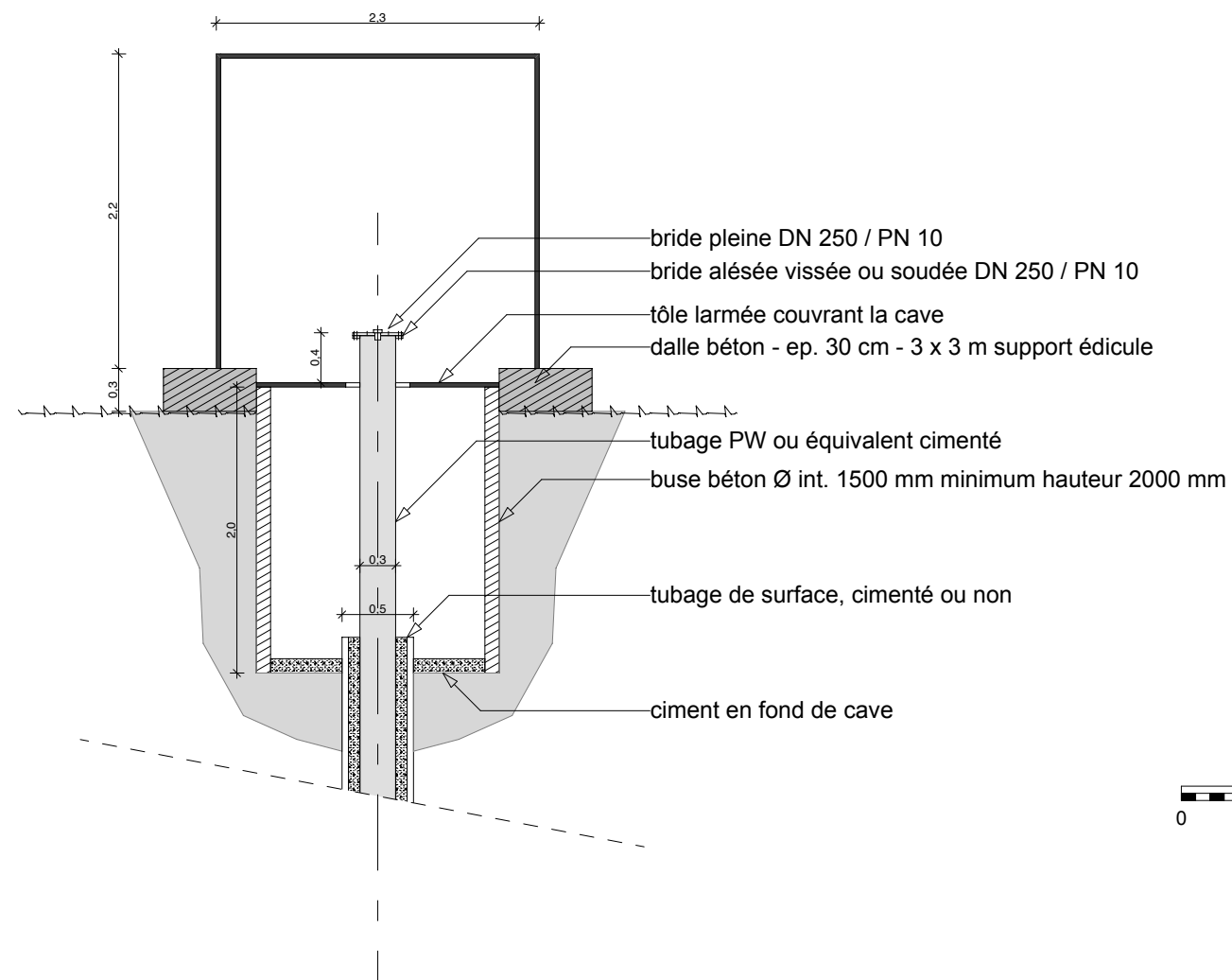
Légende :

- plateforme en remblais calcaire
- fossé EP - gestion B.V. naturel intercepté
- merlon : prairie fleurie
- prairie fleurie
- ouvrage d'infiltration
- ouvrage de diffusion
- clôture treillis soudé - H = 2,00 m
- portillon treillis soudé - L = 1,00 m - H = 2,00 m

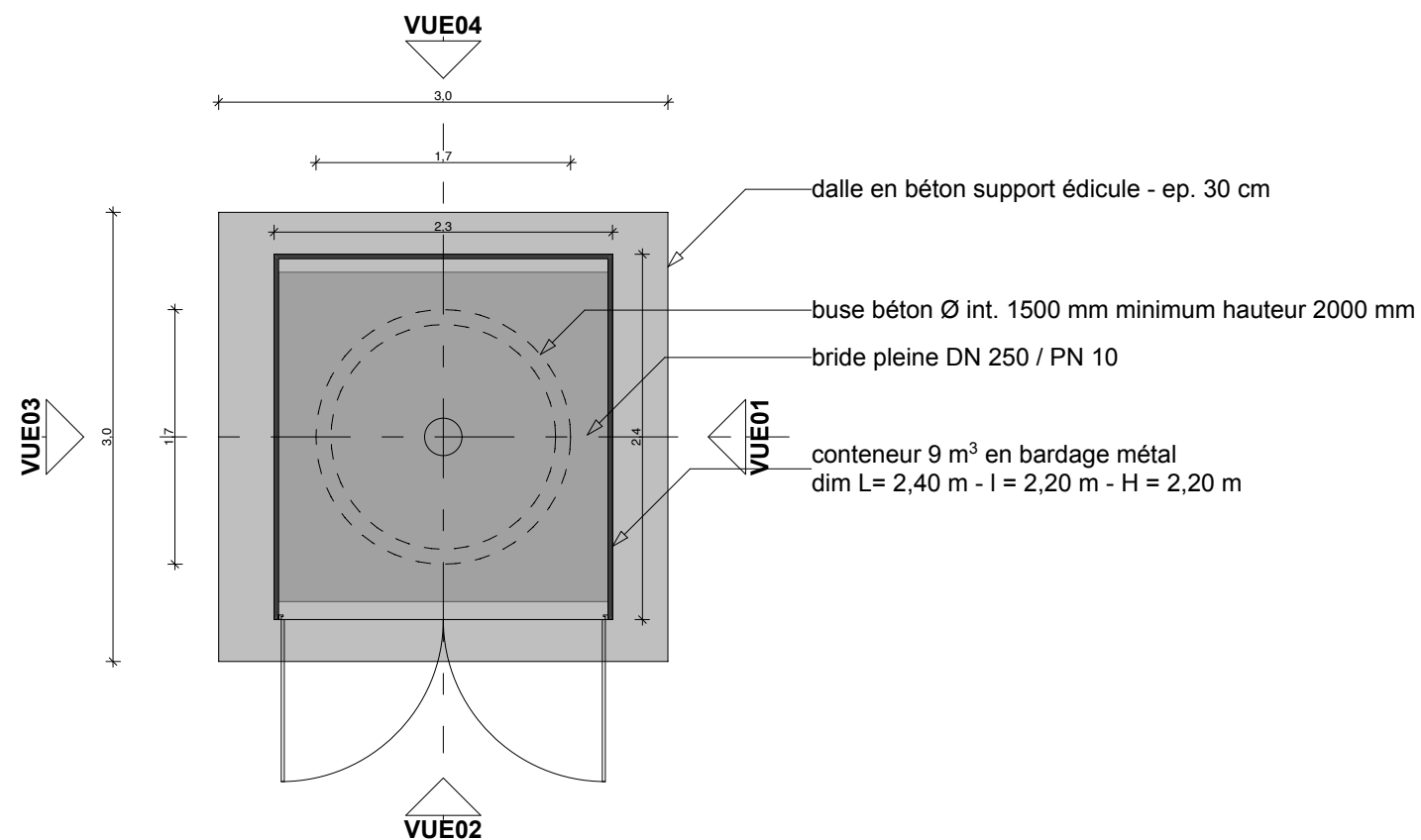




FORAGE PROFOND - ZBS_FOND_UP1
COUPE DE PRINCIPE



FORAGE PROFOND - ZBS_FOND_UP1
PLAN DU FOND DE FOSSE



PC	ANDRA - Parc de la Croix Blanche - 1/7 Rue Jean Monnet CHATENAY MALABRY	A	10 novembre 2023		
	DOSSIERS D'URBANISME - DRO - MEUSE - HAUTE MARNE	Commune de RIBEAUCOURT - U.F. n°151	B	18 décembre 2023	
	A23.241	MB		version 01 - 14 août 2023	

Notice décrivant le terrain et présentant le projet

PC4



1 - L'ÉTAT INITIAL DU TERRAIN ET DE SES ABORDS

Le terrain existant est situé au nord-est de la commune de Ribeaucourt.

Le terrain d'assiette est situé le long du chemin de remembrement n° 06 dit de Siraulin. Cette voie n'est pas classée en tant que route expresse ou déviation ou route classée à grande circulation.

L'unité foncière est constituée de la parcelle cadastrée ZC n° 34, d'une surface de 4 983 m².

Le terrain possède une pente dans le sens est-ouest avec l'est comme point bas (env. +365,50) et l'ouest comme point haut (env. +369,00).

Le terrain est actuellement cultivé.

Aucun arbre et aucune construction ne sont présents sur la parcelle.

L'unité foncière se situe :

- en dehors du périmètre de l'OIN ;
- en dehors du périmètre de la DUP.

2 - LES PARTIS RETENUS POUR ASSURER L'INSERTION DU PROJET DANS SON ENVIRONNEMENT ET LA PRISE EN COMPTE DES PAYSAGES

2a. L'aménagement du terrain

Seule la partie ouest du terrain fait l'objet de travaux :

- la création d'une plateforme en calcaire en déblais/remblais, sans évacuation de terres, sur une surface d'environ 1 500 m² ;
- la création de trois dalles en béton surmontées d'édicules destinés à des forages de caractérisation en limite de ZIOS - ZBS_FOND_UP1 ;
- la création d'un édicule, sans radier béton, destiné à des forages de caractérisation en limite de ZIOS - ZBS_FOND_UP1 ;
- la création, en limites nord et ouest, d'un fossé de gestion des eaux pluviales du bassin versant naturel intercepté ;
- la création d'un ouvrage d'infiltration des eaux pluviales, au sud de l'unité foncière, en point bas.

Le reste du terrain ne sera pas impacté par les travaux.

Les niveaux du terrain seront quasiment inchangés.

Les constructions seront implantées avec un recul minimum d'environ 4,9 mètres par rapport au domaine public.

Les constructions seront implantées avec un recul minimum d'environ 4,3 mètres par rapport aux limites séparatives.

2b. L'implantation, l'organisation, la composition et le volume des constructions nouvelles

Les constructions concernent des forages constitués de la manière suivante :

- un forage, sans dalle béton, comprenant un édicule de dimensions 2,30 mètres x 2,40 mètres et de 2,20 mètres de hauteur.
- trois forages avec constructions identiques réparties sur le terrain selon le plan masse et comprenant :
 - o une dalle en béton de 30 cm d'épaisseur (en surélévation de 30 cm par rapport au terrain naturel) et de dimensions 3,00 mètres x 3,00 m ;
 - o un édicule de dimensions 2,30 mètres x 2,40 mètres et de 2,20 mètres de hauteur.

La surface totale des trois dalles en béton + un édicule de 2,30 mètres x 2,40 mètres sera donc de 3 x 3 x 3 + 2,30 x 2,40 = 32,52 m².

La surface totale des quatre édicules métalliques sera donc de 4 x 2,3 x 2,4 = 22,08 m².

2c. Le traitement des constructions, clôtures, végétations ou aménagements situés en limite de terrain

Une clôture en treillis soudé de teinte verte foncée, d'une hauteur de 2,00 mètres, sera installée en périphérie du terrain.

Un portillon de même matériaux et de même teinte que la clôture permettra d'accéder au terrain depuis le domaine public.

2d. Les matériaux et les couleurs des constructions

Les édicules seront constitués par :

- | | | |
|-----------------|------------------------------------|-------------------------|
| - dalle basse : | matériaux : radier en béton | teinte : gris naturel ; |
| - toiture : | matériaux : bac acier | teinte : vert foncé ; |
| - menuiserie : | matériaux : porte extérieure métal | teinte : vert foncé ; |
| - bardage : | matériaux : bac acier vertical | teinte : vert foncé. |

2e. Le traitement des espaces libres, plantations

Environ la moitié de l'unité foncière ne sera pas impactée par les travaux et sera donc conservée en terres cultivables.

Le terrain existant est dépourvu de végétations, aucun arbre de haute tige ne sera abattu.

Une plateforme en matériaux calcaire sera réalisée au droit de l'emprise des travaux.

La végétalisation des merlons consistera à ensemercer les terres extraites des plateformes ZBS pendant le temps de construction, qui est potentiellement long, afin de limiter la colonisation des dépôts par les espèces végétales exotiques envahissantes qui apprécient les zones remaniées, ce qui permettra de :

- conserver les propriétés édaphiques et minérales du sol ;
 - maintenir les zones de dépôts et éviter le ruissellement de la terre en cas de fortes précipitations ;
 - concurrencer la banque de graines présente initialement dans le stock de terre qui pourrait se redévelopper en un milieu attractif pour la faune.
- Cet ensemençement peut être réalisé par un semi agricole type prairie fleurie (Achillée millefeuille, Bleuet jaccée, Gaillet jaune, Coquelicot...) ou par semi agricole composé d'un mélange d'espèces fourragères à fort rendement et capables d'occuper rapidement le sol remanié. La densité du semi sera de 25 kg par ha avec les espèces indigènes adaptées aux conditions géologiques et pédologiques locales.

2f. La sécurité et la salubrité publiques

Une fiche ouvrage récapitule les mesures prises pour ne pas ne pas créer de nuisances ou de risques.

2g. La prise en compte de l'environnement

La réalisation des ouvrages, visés par le présent dossier, a fait l'objet d'une analyse environnementale dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet global Cigéo.

La « Pièce DAE6 - Étude d'impact du projet global Cigéo » fait partie des pièces du dossier (voir pièce PC11-1).

Au demeurant, une fiche ouvrage récapitule les incidences des travaux visés.

2h. La protection des vestiges archéologiques

La réalisation des ouvrages, visés par le présent dossier, ne fait pas partie des opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique et ne peuvent être entreprises qu'après saisine du préfet de région, en application des articles R. 523-1 et suivants du code du patrimoine.

La protection des vestiges archéologiques sur le territoire fait cependant l'objet d'une attention particulière. Des opérations volontaires de diagnostic et de fouilles d'archéologie préventive seront réalisées en parallèle des travaux, afin d'assurer la détection et l'étude scientifique des vestiges susceptibles d'être détruits par des travaux liés à l'aménagement du territoire.

3 - LA DESSERTE DU PROJET ET LA GESTION DES EAUX USÉES ET PLUVIALES

3a. L'organisation et l'aménagement des accès au terrain, aux constructions et aux aires de stationnement

L'accès aux zones de travaux sera réalisé par la plateforme en calcaire qui jouxtera le chemin de remembrement n° 06 dit de Siraulin.

3b. La desserte du terrain par les réseaux

Le projet est autonome en termes de réseaux et ne nécessitera aucun raccordement en eau potable et électricité, tant pendant la phase chantier, que la phase exploitation.

3c. La gestion des eaux usées et des eaux pluviales

Le projet ne créera aucun rejet d'eaux usées.

Concernant les eaux pluviales : elles seront gérées à deux niveaux :

- gestion des ruissellements des bassins versants naturels :
 - o les ruissellements des bassins versants interceptés seront collectés dans des fossés trapézoïdaux de 0,50 mètres x 0,50 mètres avec des talus en 1 / 1 pour permettre la gestion séparative des ruissellements naturels de celui des plateformes utiles ;
 - o le gabarit des fossés projetés sera dimensionné au débit de pointe, soit à la pente présente à l'exutoire ;
 - o la mise en place d'un ouvrage de diffusion sera mis en œuvre à l'exutoire du fossé.
- gestion des ruissellements des plateformes :
 - o la mise en place d'ouvrages de collecte afin d'acheminer les ruissellements vers les points bas ;
 - o un système de gestion des eaux pluviales avec un ouvrage de rétention / infiltration avec géotextile et couverture de terre végétale afin de suivre les prescriptions de la doctrine pluviale grand-est pour les milieux karstiques ;
 - o aucune arrivée d'eaux souterraines ne sera donc à considérer au droit des ouvrages de gestion des eaux pluviales des plateformes ZBS dont la profondeur sera au maximum de 1,40 mètres.

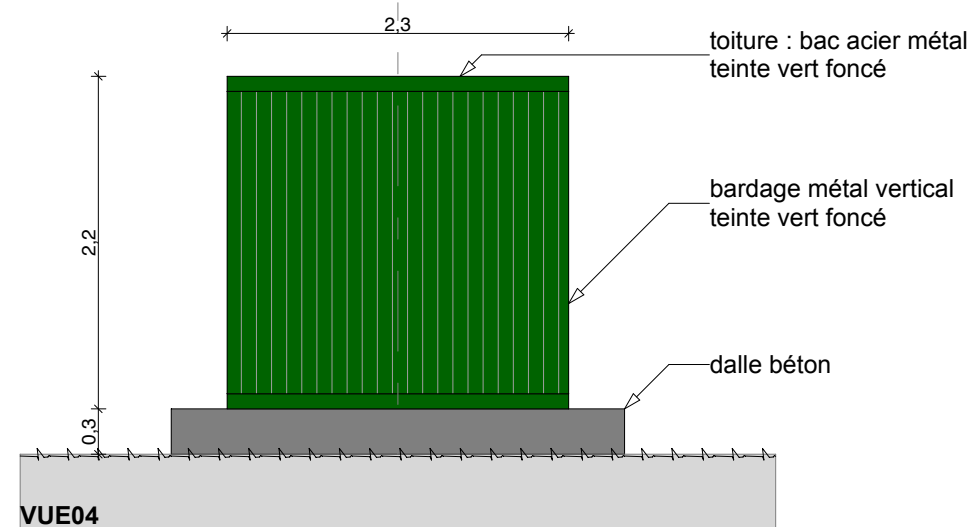
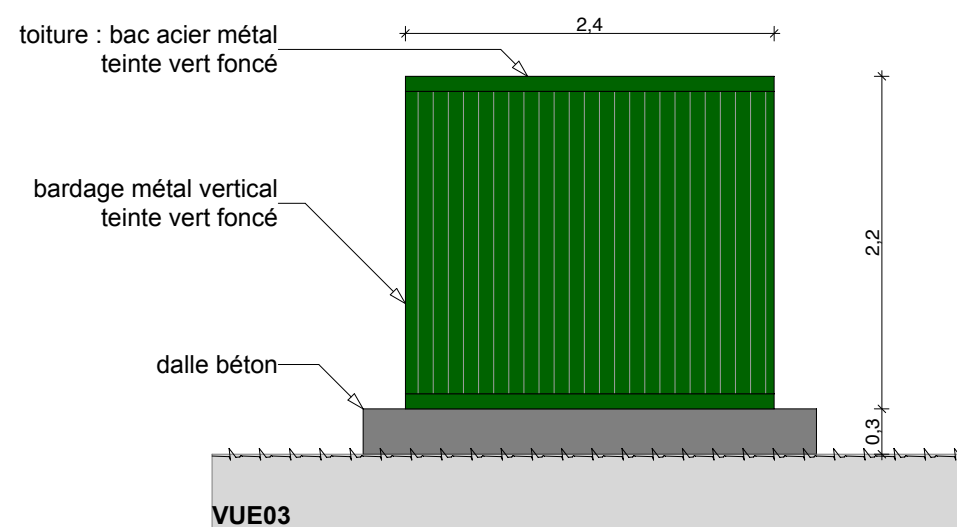
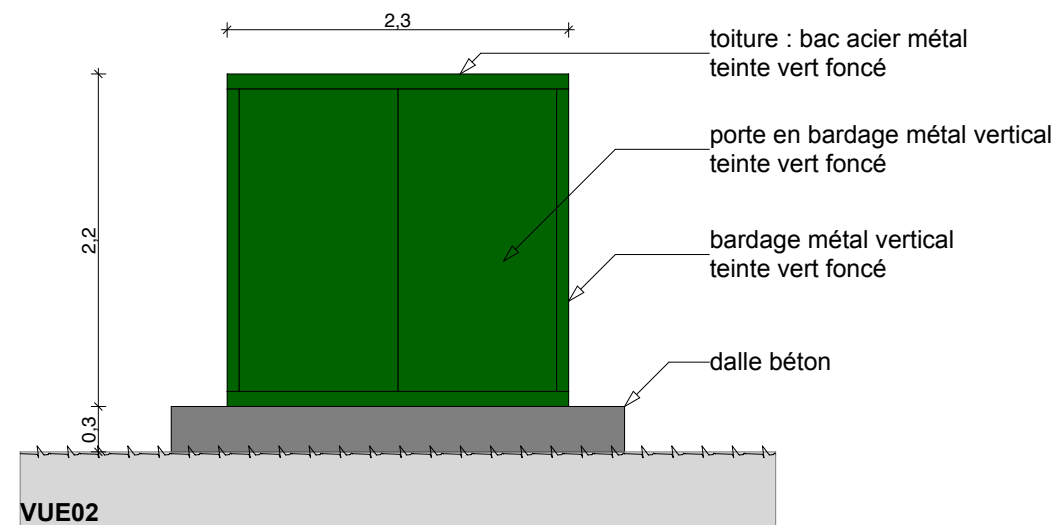
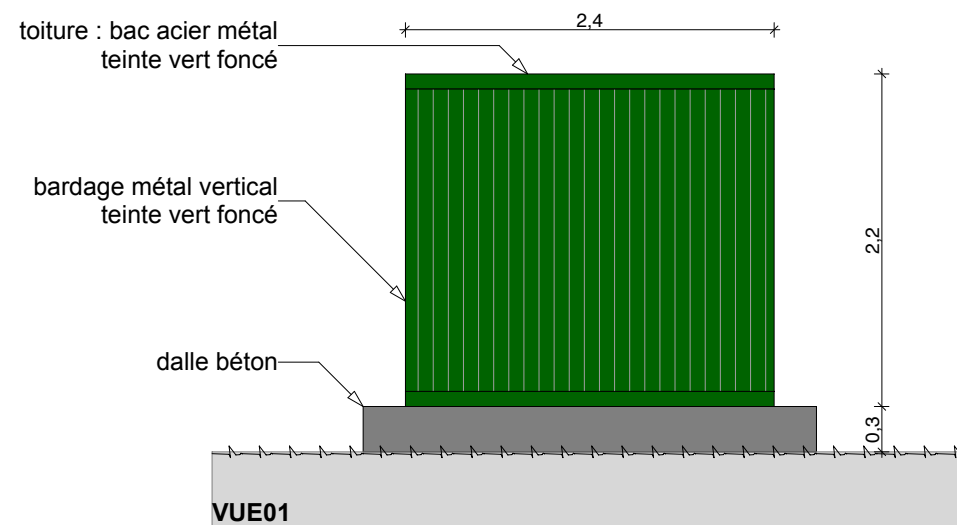
4 - SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE APPLICABLES À LA PARCELLE D'IMPLANTATION

Le projet ne porte pas atteinte aux servitudes d'utilité publique annexées au PLUi. Aucune servitude n'est présente dans l'emprise de l'unité foncière.

5 - LES PARTIS RETENUS POUR LE MAINTIEN DE L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE, PASTORALE, OU FORESTIÈRE

Le maintien de l'exercice de l'activité agricole, pastorale ou forestière sera rendu possible car la moitié de l'unité foncière sera conservée en terres agricoles.

La pièce « Volet chapeau d'urbanisme » de référence CG-01-D-NTE-AMOA-AU1-0100-23-0001, jointe au présent dossier, expose la compatibilité des opérations avec le maintien d'une activité agricole, pastorale ou forestière.





Commune de RIBEAUCOURT

UF151



Commune de RIBEAUCOURT
UF151



4

Étude d'impact actualisée (PC11)



Voir la « Pièce DAE6 - Étude d'impact du projet global Cigéo » (3) joint au présent dossier.

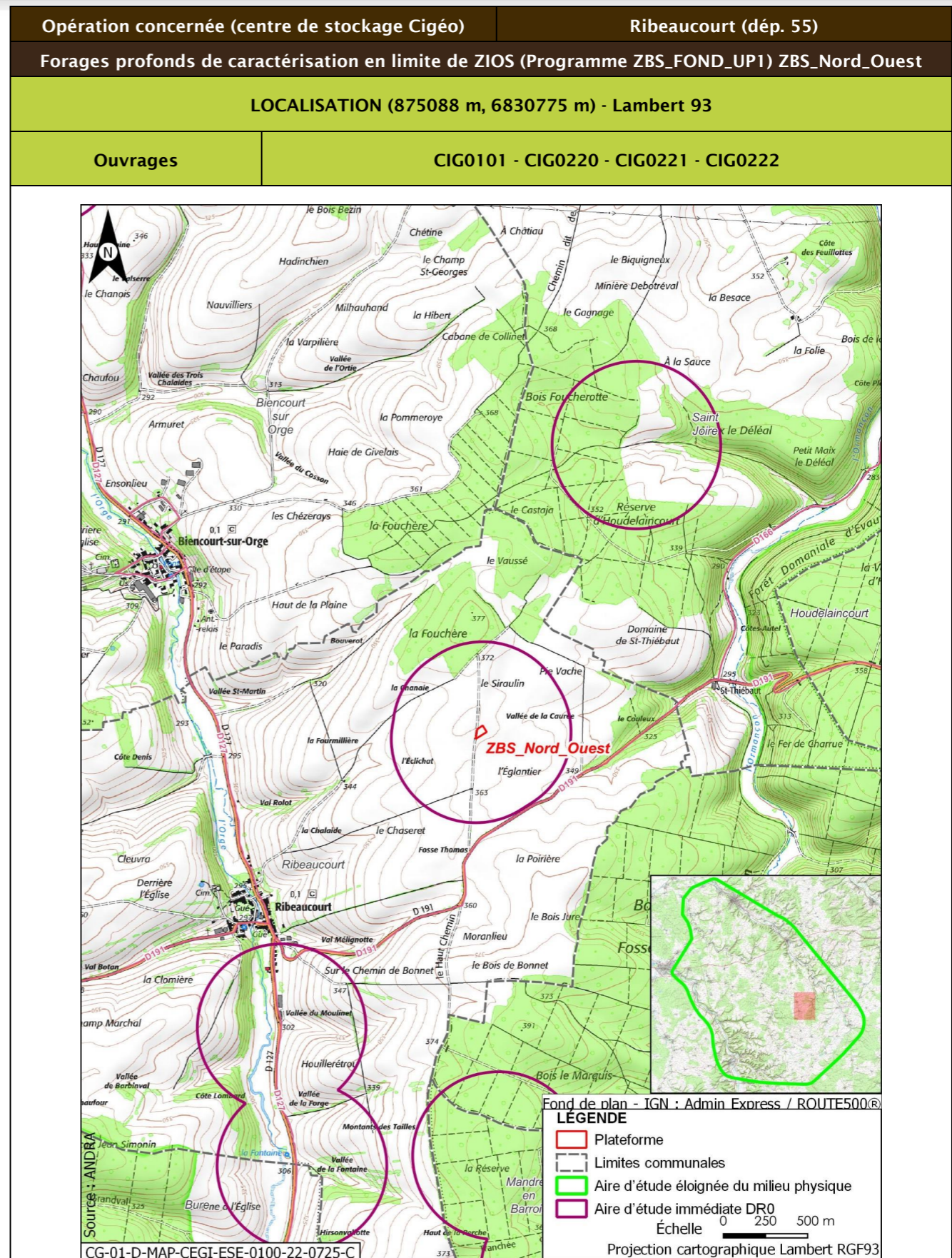
5

Fiches ouvrages (en complément de la PC11)

5.1	Fiches ouvrages spécifiques au présent dossier	38
5.2	Fiches ouvrages génériques	47



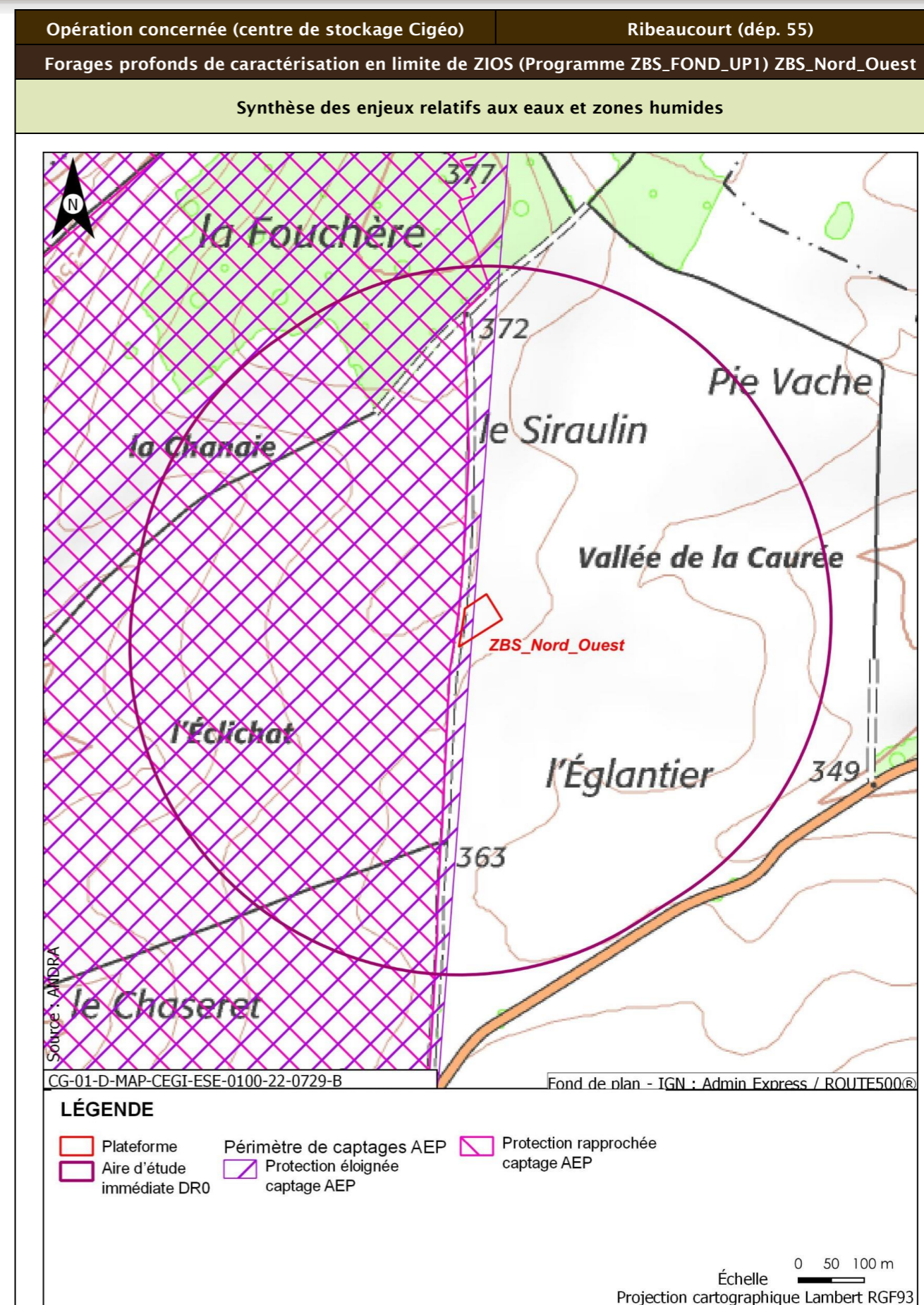
5.1 Fiches ouvrages spécifiques au présent dossier



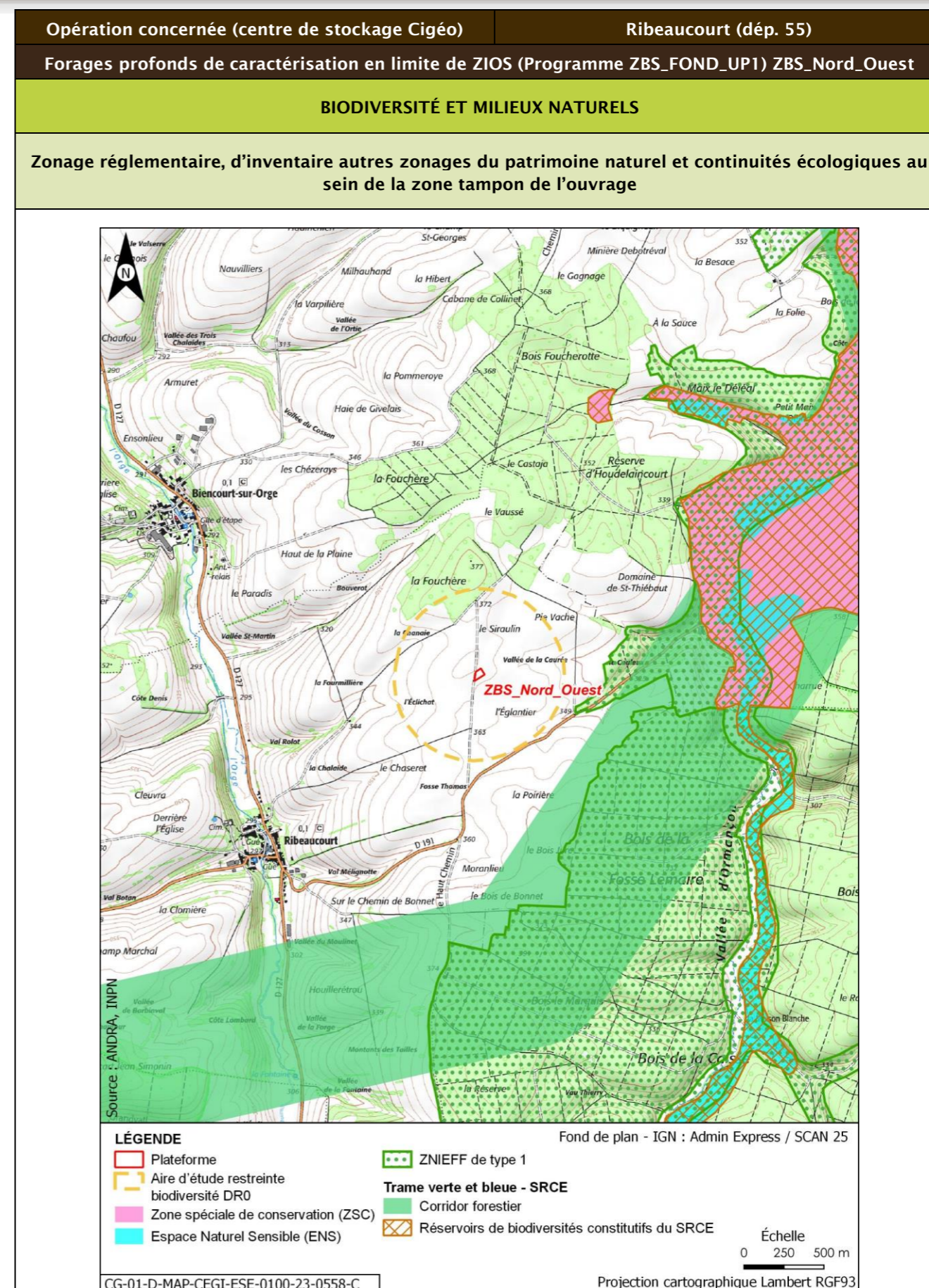
Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
DESCRIPTION DES TRAVAUX PRÉVUS		
Accès	Type de travaux	
En bordure de chemin	<p>Réalisation d'un forage pérenne (CIG0221) de 715 m de profondeur dans le Dogger, foré en destructif et de diam. final de 6"1/4.</p> <p>Réalisation d'un forage pérenne (CIG0222) de 670 m de profondeur dans le Callovo-Oxfordien et prolongé de 10-15 m dans le Dogger, de diam. final de 6"1/4. Foration destructive dans le Kimmeridgien et dans l'Oxfordien carbonaté (sauf les 10-15 derniers mètres), carottage à la boue en huile dans les 10-15 derniers mètres de l'Oxfordien carbonaté et dans le Callovo-Oxfordien.</p> <p>Réalisation d'un forage pérenne (CIG0220) de 515 m de profondeur dans l'Oxfordien carbonaté, foré en destructif avec diagraphies de contrôle (lithologie et cimentation de tubage), diam. final de 6"1/4.</p> <p>Réalisation d'un forage (CIG0101) de 580 m de profondeur dans l'Oxfordien carbonaté, carotté intégralement au niveau du Kimméridgien et de l'Oxfordien carbonaté en boue à l'eau additionnée de polymères rebouché à l'issue de la récupération des carottes.</p> <p>Le trafic est estimé à quelques véhicules par jour pour la réalisation du forage.</p> <p>La partie visible et accessible en surface est, pour chaque forage, une dalle de béton d'environ 2 m x 3 m et 30 cm d'épaisseur, supportant un édicule.</p> <p>La plateforme ZBS_Nord_Ouest mesure environ 2 620 m² utile, terrassée et recouverte de grave et inscrite dans une emprise plus large, afin de disposer d'une réserve, notamment pour l'entreposage des terres décapées.</p> <p>Les eaux de ruissellements des bassins versants sont interceptées par des fossés internes aux plateformes, munis d'ouvrages de diffusion à leurs extrémités.</p>	
		
	<p style="text-align: center;"><i>Plateforme de forage profond</i></p>	
GÉOLOGIE À L'AFFLEUREMENT		
Formation géologique j9a Portlandien inférieur (zones à Cyprina brongniarti et à Gravesia)		

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
EAUX		
Outils de planification et de réglementation de la gestion des eaux		
Type de document	Nom	
SDAGE, SAGE	SDAGE Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands 2022-2027 (4)	
PGRI, PPRI au sein de l'ouvrage	/	
Description des enjeux liés aux eaux et zones humides		
Eaux superficielles		
Nom du bassin versant	L'Ormançon de sa source au confluent de l'Ornain (exclu)	
Cours d'eau le plus proche	L'Ormançon à une distance de 1,488 km	
Position hydraulique des travaux vis-à-vis du cours d'eau le plus proche	Dans le même bassin versant topographique, à l'ouest du cours d'eau, en amont hydraulique	
Plan d'eau le plus proche	Réservoir-bassin de Biencourt-sur-Orge à une distance de 2,427 km	
Position hydraulique des travaux vis-à-vis du plan d'eau le plus proche	Dans le même bassin versant topographique, en rive opposée de l'Orge	
Usage le plus proche	Canal de la Marne au Rhin - Prise d'eau de Saint-Joire avec un usage de canaux sur la commune de Saint-Joire à une distance de 6,358 km	
Position hydraulique des travaux vis-à-vis de la prise d'eau ou d'autres usages le plus proche	Aval : l'Ormançon se jette dans la vallée de l'Ornain en aval de la prise d'eau de Saint-Joire dans le canal de la Marne au Rhin/usage aval le plus proche : Canal de la Marne au Rhin - Prise d'eau de Naix-aux-Forges à 9,5 km	
Niveau d'enjeu eaux superficielles	Faible de par les distances	
Eaux souterraines		
Masses d'eau souterraines	FRHG303 Calcaires Tithoniens karstiques entre Seine et Ornain - Niveau 1 ; FRHG306 Calcaires kimméridgiens-oxfordiens karstiques entre Seine et Ornain - Niveau 2 ; FRHG312 Calcaires du Dogger entre la Seine et limite de district - Niveau 3	
Niveau d'enjeu masse d'eau	Fort pour la FRHG303 (aquifère karstique en tête), modéré pour la FRHG306 (aquifère sous large couverture marneuse) et faible pour la FRHG312 (confinée sous le Callovo-Oxfordien)	
Périmètre de protection de captage AEP - Masse d'eau captée	Protection éloignée source de rupt FRHG303 Calcaires du Barrois	

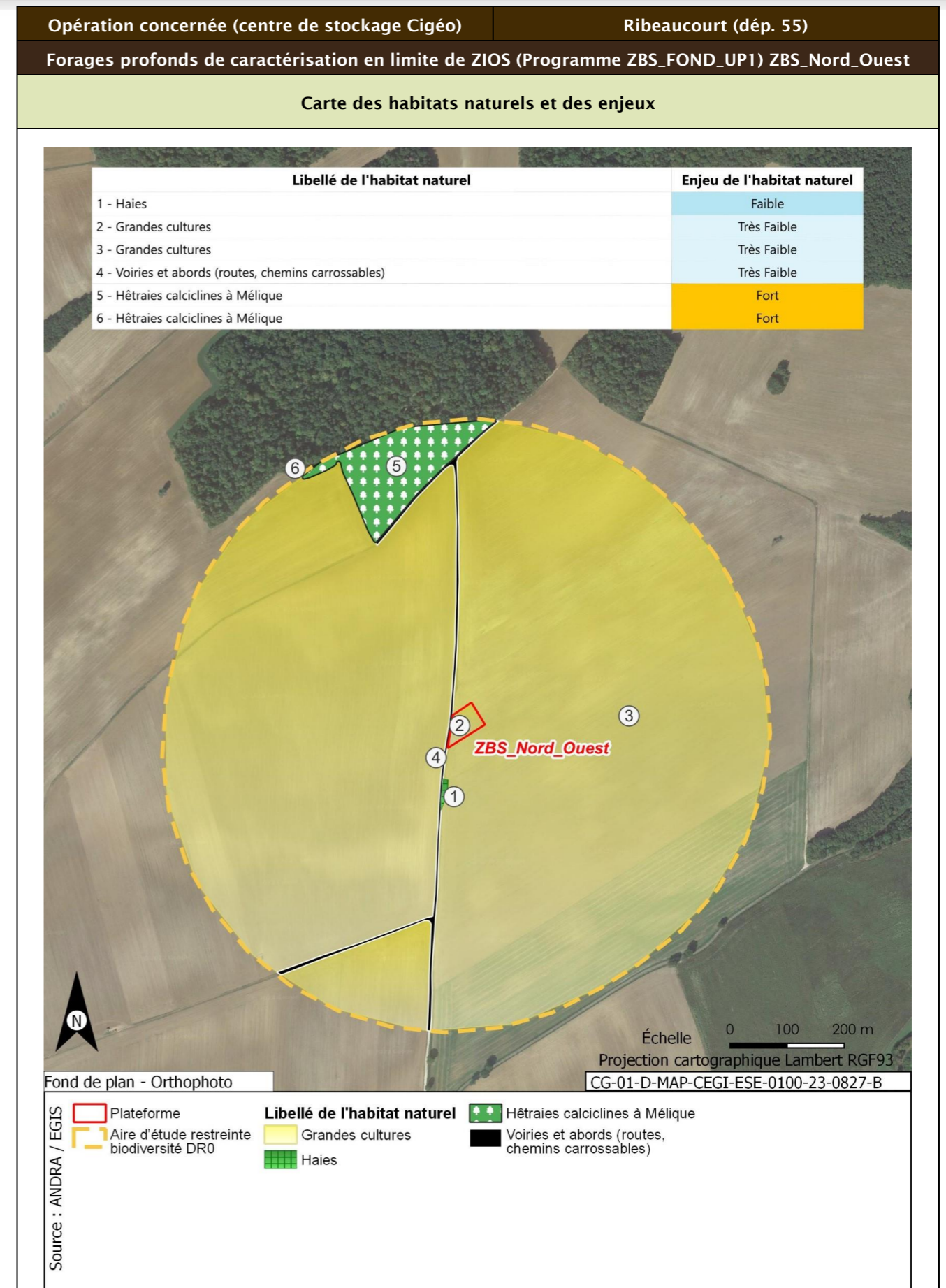
Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)	
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest			
Captage AEP le plus proche - Masse d'eau captée	Val Rolot (BSS000UNAR) à une distance de 1,470 km, en latéral hydraulique des travaux FRHG303 Calcaires du Barrois		
Autre usage le plus proche	Puit aménagée, pompe à nez abreuvoir sur la commune de Saint-Joire à une distance de 1,430 km		
Position hydraulique des travaux vis-à-vis du captage d'autres usages le plus proche	Travaux à l'ouest, en position hydraulique latérale		
Niveau d'enjeu usages eaux souterraines	Fort : ouvrage au sein d'un périmètre de protection éloignée d'un captage AEP		
Zones humides			
Zone humide la plus proche	Zones humides avérées L'Orge hors ZD à une distance de 2,061 km		
Position hydraulique des travaux vis-à-vis de la zone humide la plus proche	Travaux en aval hydraulique de la zone humide de l'Ormançon		
Niveau d'enjeu zone humide	Faible de par la distance de la zone humide		

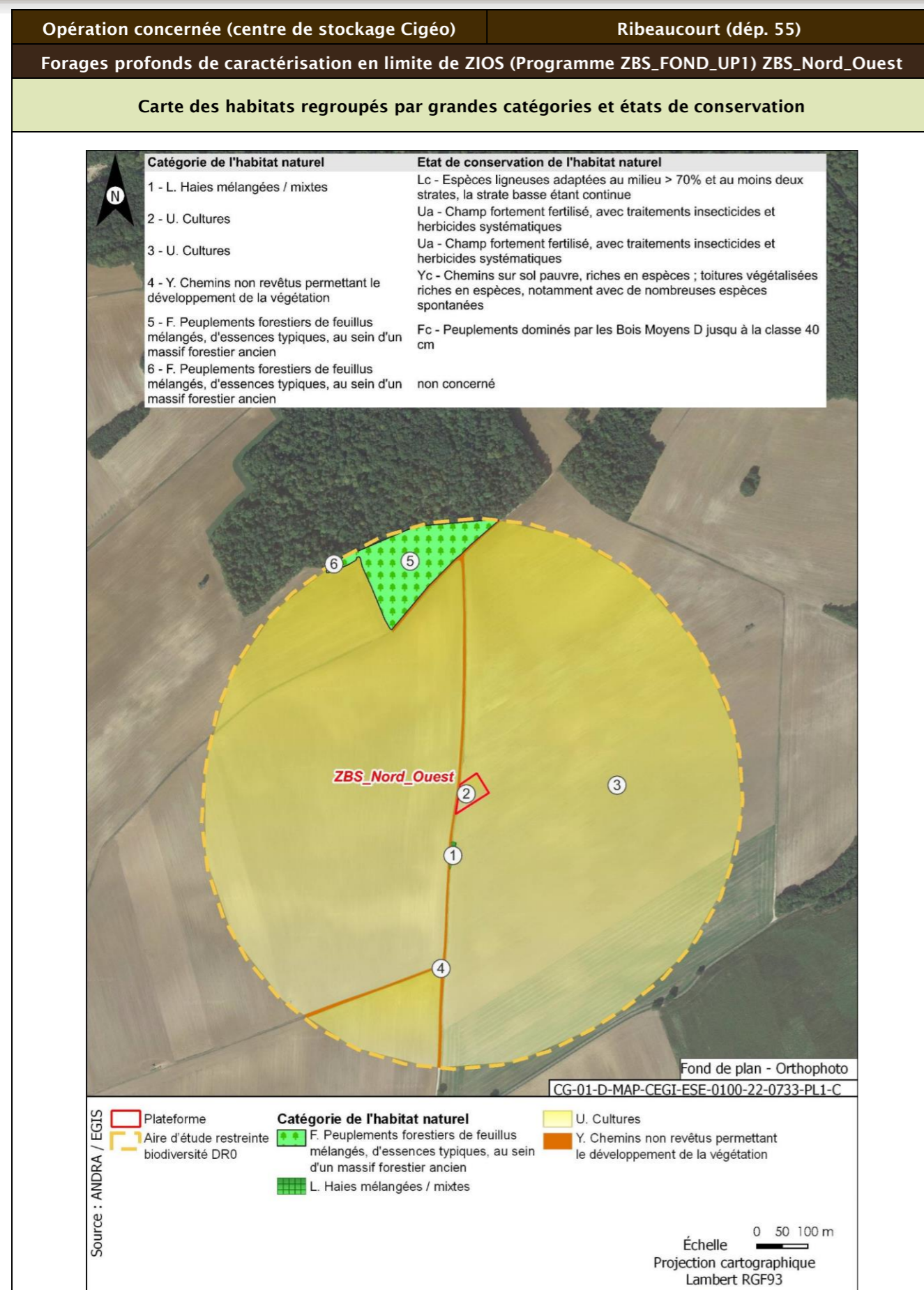


Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (dép. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Incidences potentielles des travaux sur les eaux et zones humides		
Facteur	Incidence potentielle	Justification
Eaux superficielles	Non notable	Risque négligeable de pollution du cours d'eau, de par la distance
Eaux souterraines	Vis-à-vis de l'AEP : Notable Vis-à-vis des autres usages : Non notable	Risque notable de pollution des eaux souterraines de par le type de travaux. Absence d'autres usages en aval proche
Zones humides	Non notable	Risque négligeable de pollution de la zone humide. Absence de risque de roulement des engins dans la zone humide
Mesures et suivis liés aux eaux superficielles et souterraines		
R2.1g - Entretien des véhicules (opérations DR0) R2.1d - Dispositifs limitant le risque de pollution chronique ou accidentelle (opérations DR0) R2.1z - Dispositions constructives adaptées pour le creusement des forages/piézomètres (opérations DR0) R2.1z - Conception et travaux limitant les incidences sur les usages des eaux souterraines (opérations DR0) R2.1z - Limitation des surfaces de ruissellement (opérations DR0) R2.1d - Mise en place de dispositifs de traitement des rejets des eaux pluviales pour ne pas altérer la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines par transfert (opérations DR0) R2.1r/MR13 - Remise en état après travaux des emprises impactées (opérations DR0) R2.1z - Définition et mise en place d'un système de management environnemental de chantier (opérations DR0) R2.1z - Gestion des pollutions accidentelles (opérations DR0) R2.1z - Information, formation, sensibilisation du personnel de chantier (opérations DR0)		
Incidences résiduelles sur les eaux et zones humides		
Très faible		



Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)			
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest					
Description des habitats naturels					
Nom de l'habitat	Code Corine/EUNIS	Grande catégorie d'habitat	État de conservation	Surface (ha)	Enjeu de l'habitat naturel
Grandes cultures	82.11/I1.11	U. Cultures	Ua - Champ fortement fertilisé, avec traitements insecticides et herbicides systématiques	84,938	Très faible
Hêtraies calciclinales à Mélisque	41.1311/G1.6311	F. Peuplements forestiers de feuillus mélangés, d'essences typiques, au sein d'un massif forestier ancien	Fc - Peuplements dominés par les Bois Moyens D jusqu'à la classe 40 cm	2,685	Fort
Voiries et abords (routes, chemins carrossables)	86.2/J4.2	Y. Chemins non revêtus permettant le développement de la végétation	Yc - Chemins sur sol pauvre, riches en espèces ; toitures végétalisées riches en espèces, notamment avec de nombreuses espèces spontanées	0,765	Très faible
Haies	84.2/FA.3	L. Haies mélangées/mixtes	Lc - Espèces ligneuses adaptées au milieu >70 % et au moins deux strates, la strate basse étant continue	0,037	Faible
Hêtraies calciclinales à Mélisque	41.1311/G1.6311	F. Peuplements forestiers de feuillus mélangés, d'essences typiques, au sein d'un massif forestier ancien	Non concerné	0,007	Fort
Synthèse enjeu habitat naturel			Fort		
Un habitat naturel d'enjeu fort.					

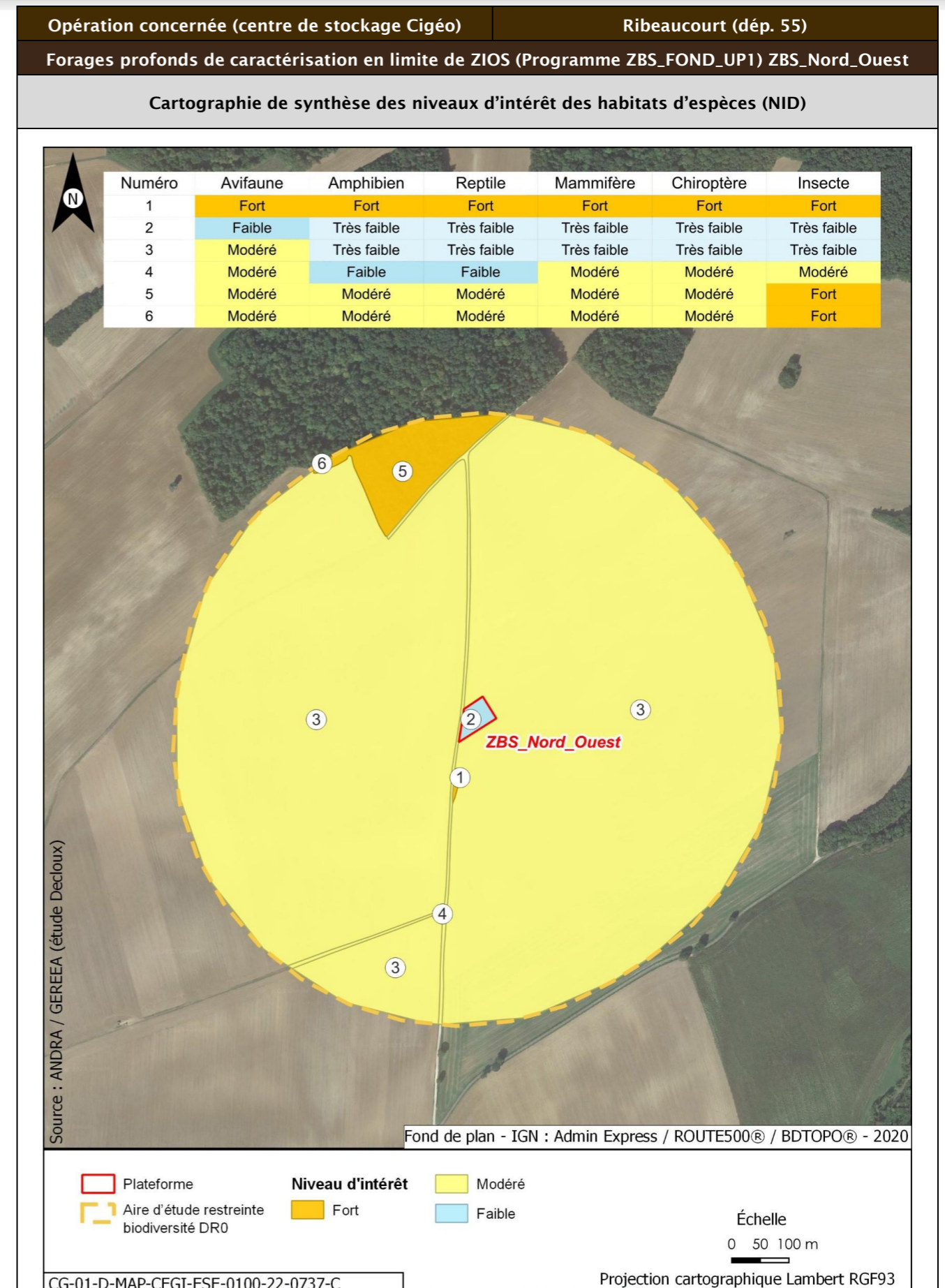
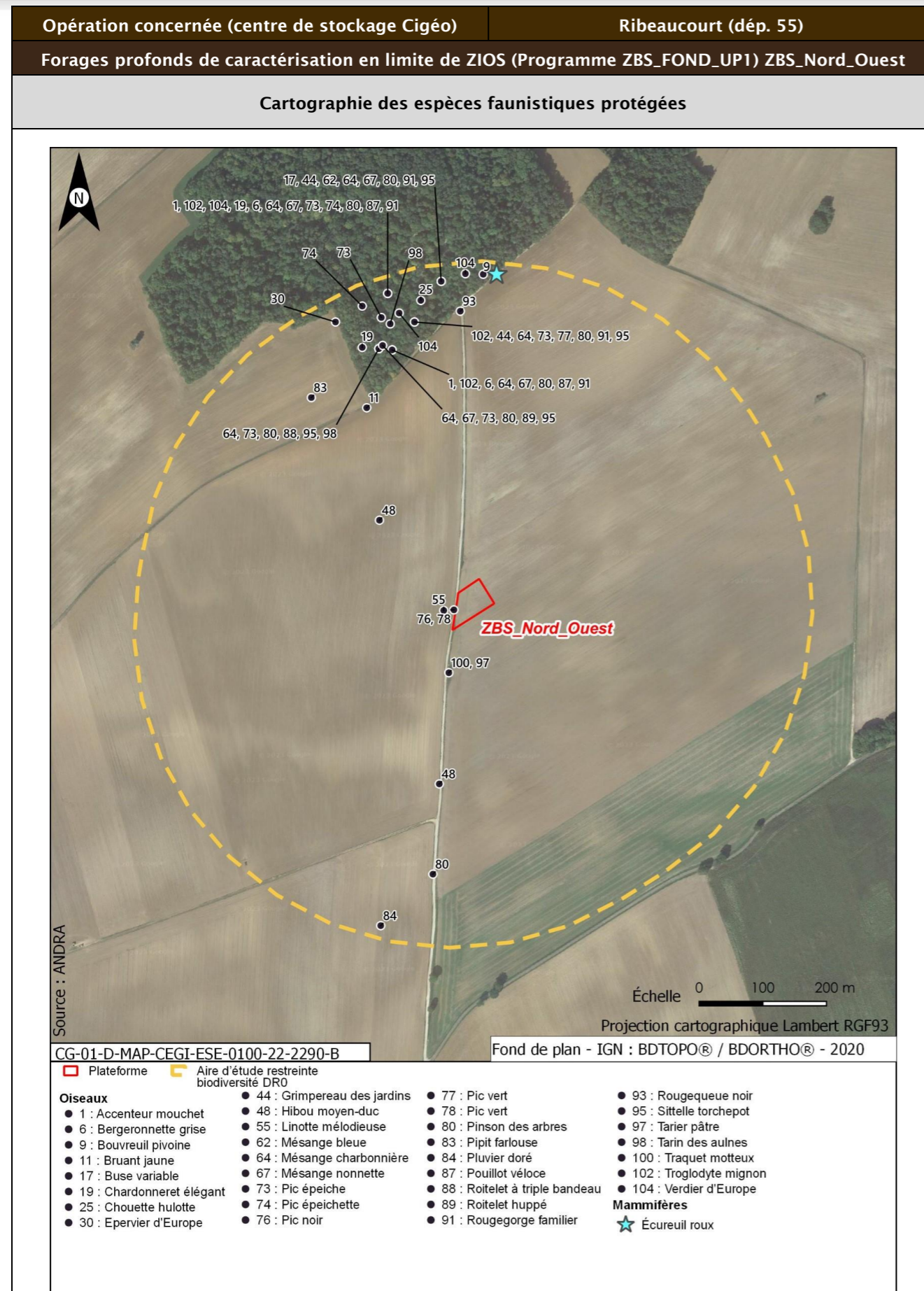




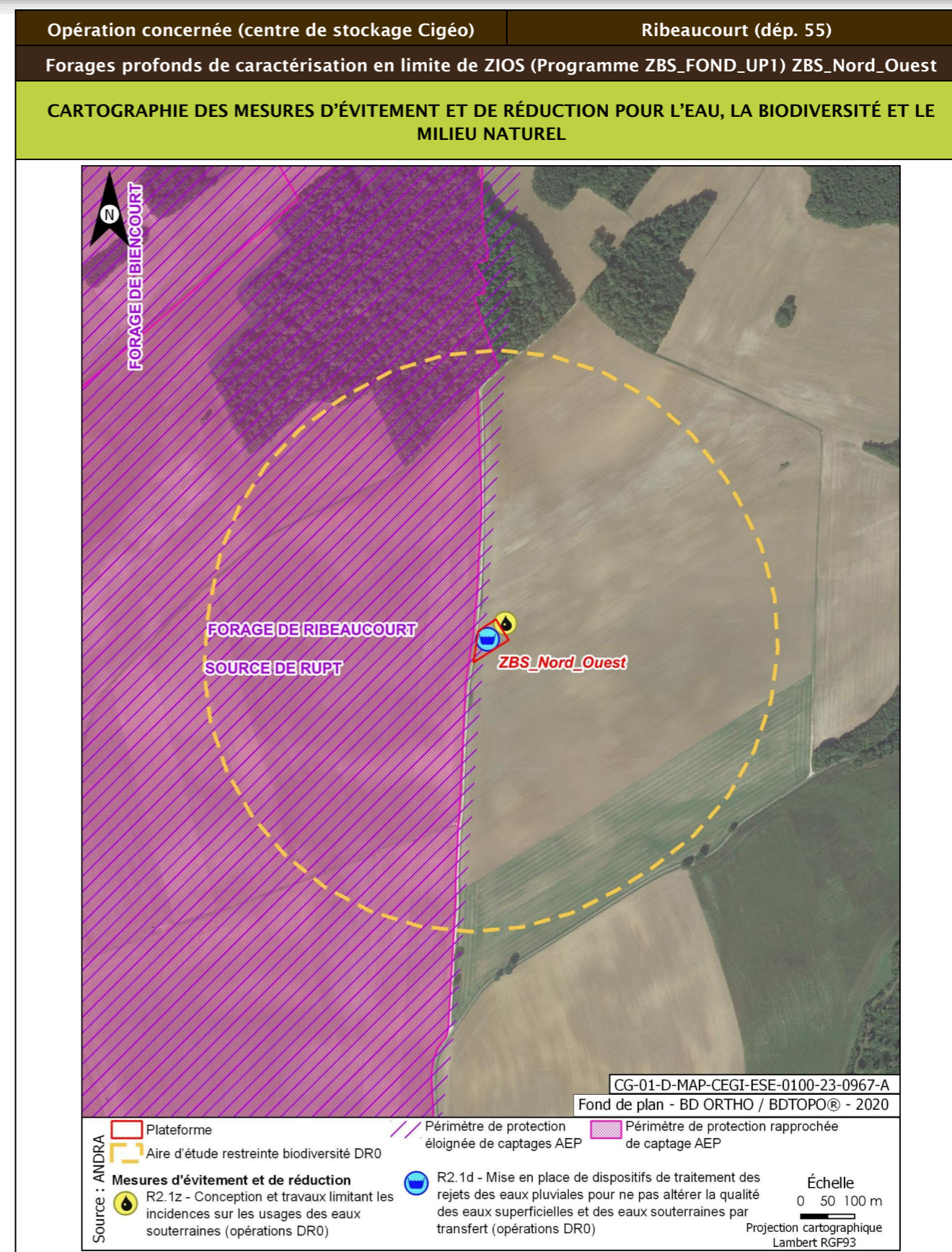
Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (dépt. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Flore protégée et/ou patrimoniale		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèce (nombre d'observations sur la période 2016/2022)
Flore		Pas d'observation
		Espèces protégées non observées mais considérées comme potentiellement présentes d'après les habitats et la bibliographie réalisée dans l'aire d'étude éloignée sur la période 2012/2022
Enjeu Flore	Faible	
Aucune espèce protégée observée. Une espèce protégée supplémentaire est considérée comme potentiellement présente d'après la bibliographie.		
Cartographie de la flore protégée, patrimoniale et espèces végétales exotiques envahissantes EVEE		
Aucune espèce floristique protégée, patrimoniale ou exotiques envahissante n'a été observée		
Faune		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Oiseaux	Faible	Cortège des fourrés et haies en milieu ouvert Accenteur mouchet (2)
		Cortège des lisières, forestiers jeunes ou ouverts, fourrés Rougegorge familier (4) ; Hibou moyen-duc (2) Grive mauvis (1) ; Merle noir (9)
		Cortège des milieux forestiers âgés Mésange charbonnière (6) ; Pouillot véloce (2) ; Mésange nonnette (4) ; Pinson des arbres (11) ; Pic épeiche (5) ; Pic vert (2) ; Chouette hulotte (1) ; Épervier d'Europe (1) ; Troglodyte mignon (3) ; Grimpereau des jardins (2) ; Sittelle torchepot (4) ; Roitelet à triple bandeau (1) ; Mésange bleue (1) ; Buse variable (1) Corbeau freux (1) ; Étourneau sansonnet (51) ; Grive musicienne (7) ; Pigeon ramier (8)
		Cortège nichant au sol dans les parcelles agricoles Alouette des champs (28)
		Cortège des milieux pionniers Caille des blés (3)
	Cortège des milieux anthropiques Bergeronnette grise (2) ; Rougequeue noir (1) Corneille noire (20) ; Pie bavarde (1) ; Tourterelle turque (1)	
	Modéré	Cortège des fourrés et haies en milieu ouvert Linotte mélodieuse (1) ; Chardonneret élégant (2) ; Pipit farlouse (1) ; Tarier pâle (3) ; Bruant jaune (1) Tourterelle des bois (1)
		Cortège des lisières, forestiers jeunes ou ouverts, fourrés Verdier d'Europe (3) ; Bouvreuil pivoine (1) ; Pic épeichette (2)

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
		<p><u>Cortège des milieux forestiers âgés</u> Pic noir (1) ; Roitelet huppé (1)</p> <p><u>Cortège des milieux aquatiques/humides/boisements rivulaires</u> Tarin des aulnes (1) ; Pluvier doré (47) ; Tarin des aulnes (1)</p> <p><u>Cortège nichant au sol dans les parcelles agricoles</u> Vanneau huppé (35)</p> <p><u>Cortège des milieux pionniers</u> Traquet motteux (1)</p>
Enjeu oiseaux	Modéré	
<p>14 espèces observées de niveau d'enjeu modéré. Neuf espèces protégées supplémentaires peuvent utiliser le milieu d'après la bibliographie. Zone de reproduction, alimentation et transit.</p>		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Amphibiens		Pas d'observation
Enjeux amphibiens	Faible	
<p>Aucune espèce observée. Deux espèces protégées supplémentaires peuvent utiliser le milieu d'après la bibliographie. Zone d'hivernage et de transit.</p>		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Reptiles		Pas d'observation
Enjeu Reptiles	Faible	
<p>Aucune espèce observée. Trois espèces protégées supplémentaires peuvent utiliser le milieu d'après la bibliographie. Cycle biologique complet.</p>		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Mammifères	Faible	<p><u>Cortège des milieux forestiers</u> Écureuil roux (1) ; Blaireau européen (3) ; Chevreuil européen (100) ; Renard roux (9) ; Sanglier (12)</p> <p><u>Cortège des milieux bocagers/lisières</u> Campagnol agreste (4) ; Campagnol des champs (2)</p>
	Modéré	<p><u>Cortège des milieux forestiers</u> Loir gris (1)</p>
Enjeu Mammifères	Modéré	
<p>Une espèce observée de niveau d'enjeu modéré. Une espèce protégée supplémentaire peut utiliser le milieu d'après la bibliographie. Cycle biologique complet.</p>		

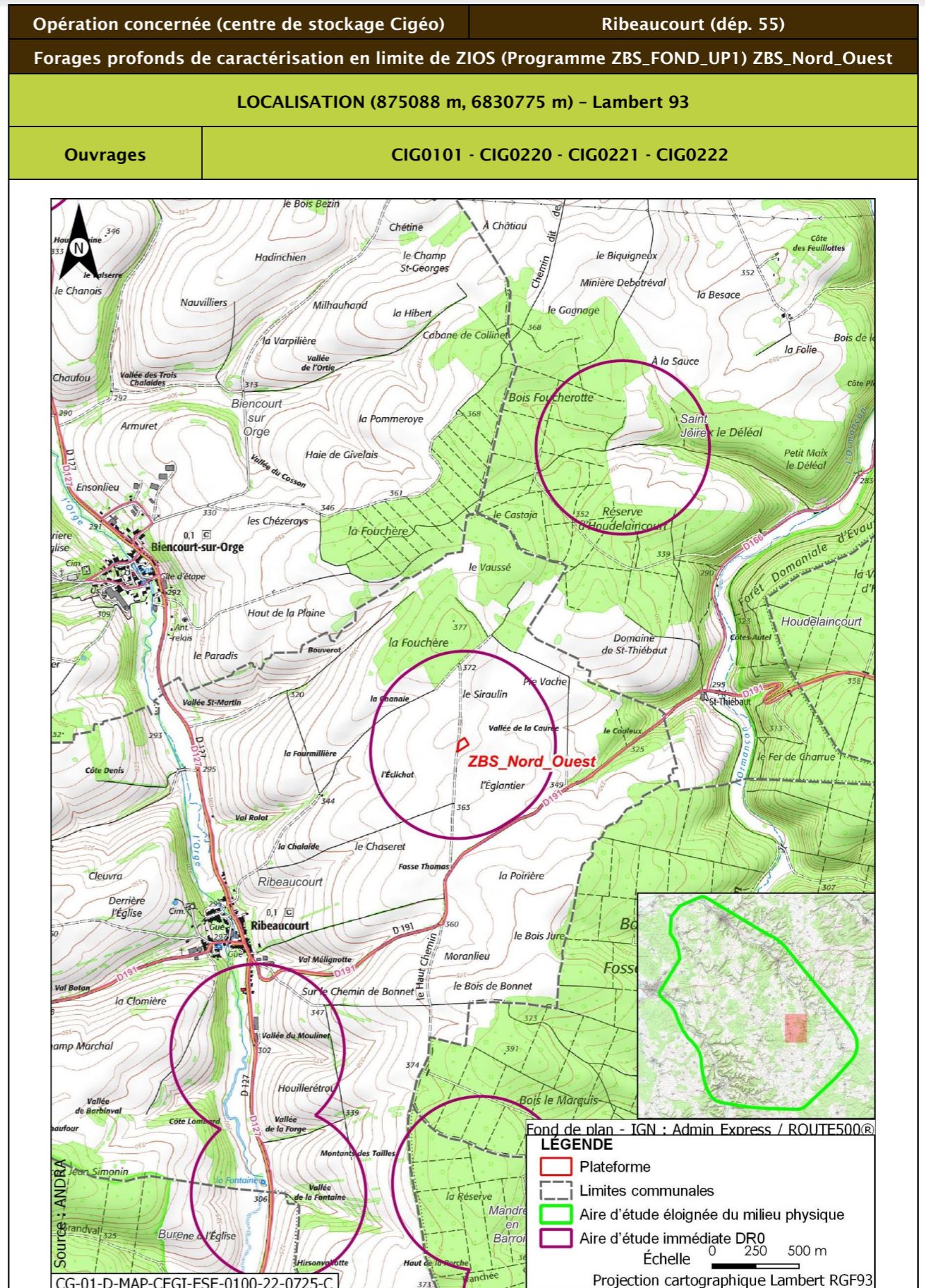
Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Chiroptères		Pas d'observation
Enjeu Chiroptères	Faible	
<p>Aucune espèce observée. Trois espèces protégées supplémentaires peuvent utiliser le milieu d'après la bibliographie. Zone de gîte, chasse et transit.</p>		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Insectes Lépidoptères	Faible	<p><u>Cortège des milieux prairiaux</u> Amaryllis (1) ; Azuré de la Bugrane (1) ; Fadet commun (1) ; Myrtil (10) ; Noctuelle en deuil (1) ; Paon-du-jour (1) ; Petite Tortue (10) ; Piéride de la Rave (14) ; Piéride du Chou (1) ; Piéride du Navet (9) ; Vulcain (1)</p>
		<p><u>Cortège des milieux prairiaux</u> Grillon champêtre (1)</p>
		<p><u>Cortège des milieux prairiaux</u> Diachromus germanus (1)</p>
Enjeu Insectes	Faible	
<p>Seules des espèces d'enjeu très faible à faible observées. Aucune autre espèce ne peut utiliser le milieu d'après la bibliographie.</p>		




Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (dép. 55)	
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest			
Incidences potentielles des travaux faune et flore			
Destruction/altération d'habitats	Dérangement d'individus	Destruction d'individus	Dégradation des continuités écologiques
Notable	Notable	Notable	Non notable
Mesures et suivis liés au milieu naturel			
E1.1a/ME0_L - Évitement des zones à enjeux dans le cadre de l'implantation des premières opérations de caractérisation et de surveillance environnementale (opérations DR0) R2.1e/MR5_B - Végétalisation de la terre végétale stockée sous forme de merlons pour les travaux supérieurs à un an (opérations DR0) R2.1f/MR6 - Plan de gestion des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) (opérations DR0) R3.1b/MR7 - Limitation du dérangement nocturne de la faune - Adaptation de l'éclairage en phase chantier (opérations DR0) R3.1b/MR11 - Limiter les travaux de nuit (22 h-7 h) (opérations DR0) R2.1r/MR13 - Remise en état après travaux des emprises impactées (opérations DR0) R3.1a/MR21 - Adaptation de la période des travaux de suppression de la végétation en fonction des périodes de sensibilités des espèces (opérations DR0) R2.1i/MR8 - Déplacer les caches naturelles à reptiles et amphibiens préalablement au début du chantier (opérations DR0) R2.1z/MR20 - Mise en place d'une structure de conseil et de suivi environnemental de chantier (opérations DR0) R2.1z - Définition et mise en place d'un système de management environnemental de chantier (opérations DR0) R2.1z - Gestion des pollutions accidentelles (opérations DR0) R2.1z - Information, formation, sensibilisation du personnel de chantier (opérations DR0)			
Incidences résiduelles			
Destruction/altération d'habitats	Dérangement d'individus	Destruction d'individus	Dégradation des continuités écologiques
L'emprise travaux limitée, couplée aux mesures d'évitement et de réduction en phase de conception et en phase de travaux, permettent de conclure à une incidence résiduelle non notable sur la destruction/altération des habitats d'espèces protégées.	La période adaptée de démarrage des travaux des forages dans les secteurs à enjeux, la suppression de la végétation aux bonnes périodes, la limitation de la capacité d'accueil du milieu et la présence de nombreux habitats similaires à proximité de l'emprise impactée permettent de conclure à une incidence résiduelle non notable.	La période de réalisation des travaux, la suppression de la végétation aux bonnes périodes et la limitation de la capacité d'accueil du milieu permettent de réduire de manière significative le risque de destruction d'individus. L'incidence résiduelle retenue est non notable.	Les opérations de caractérisation sont pérennes mais sur de faibles superficies au sein de milieux de grandes cultures peu favorables au transit. Elles ne sont pas de nature à dégrader les continuités écologiques. L'incidence résiduelle retenue est non notable.



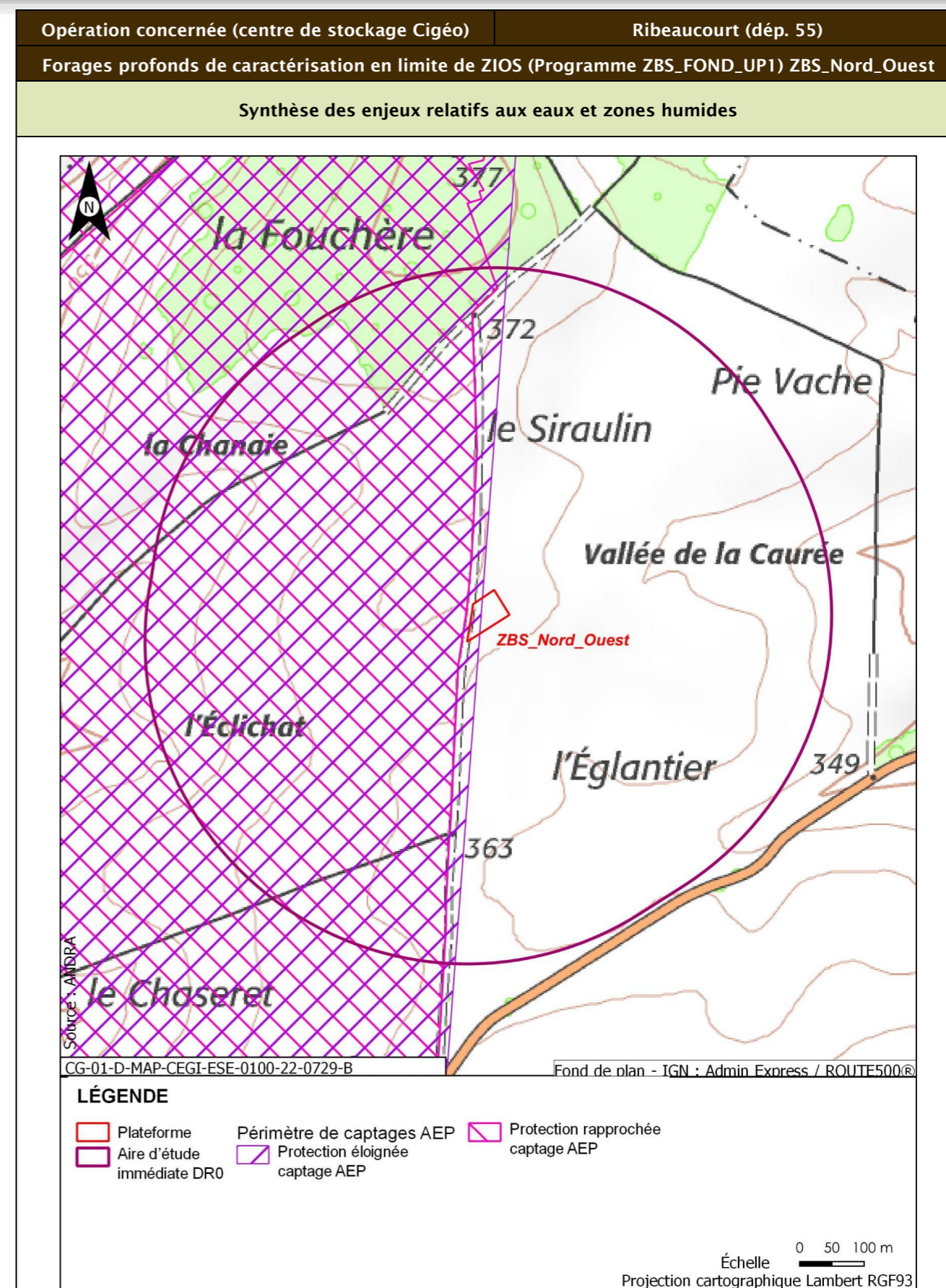
5.2 Fiches ouvrages génériques



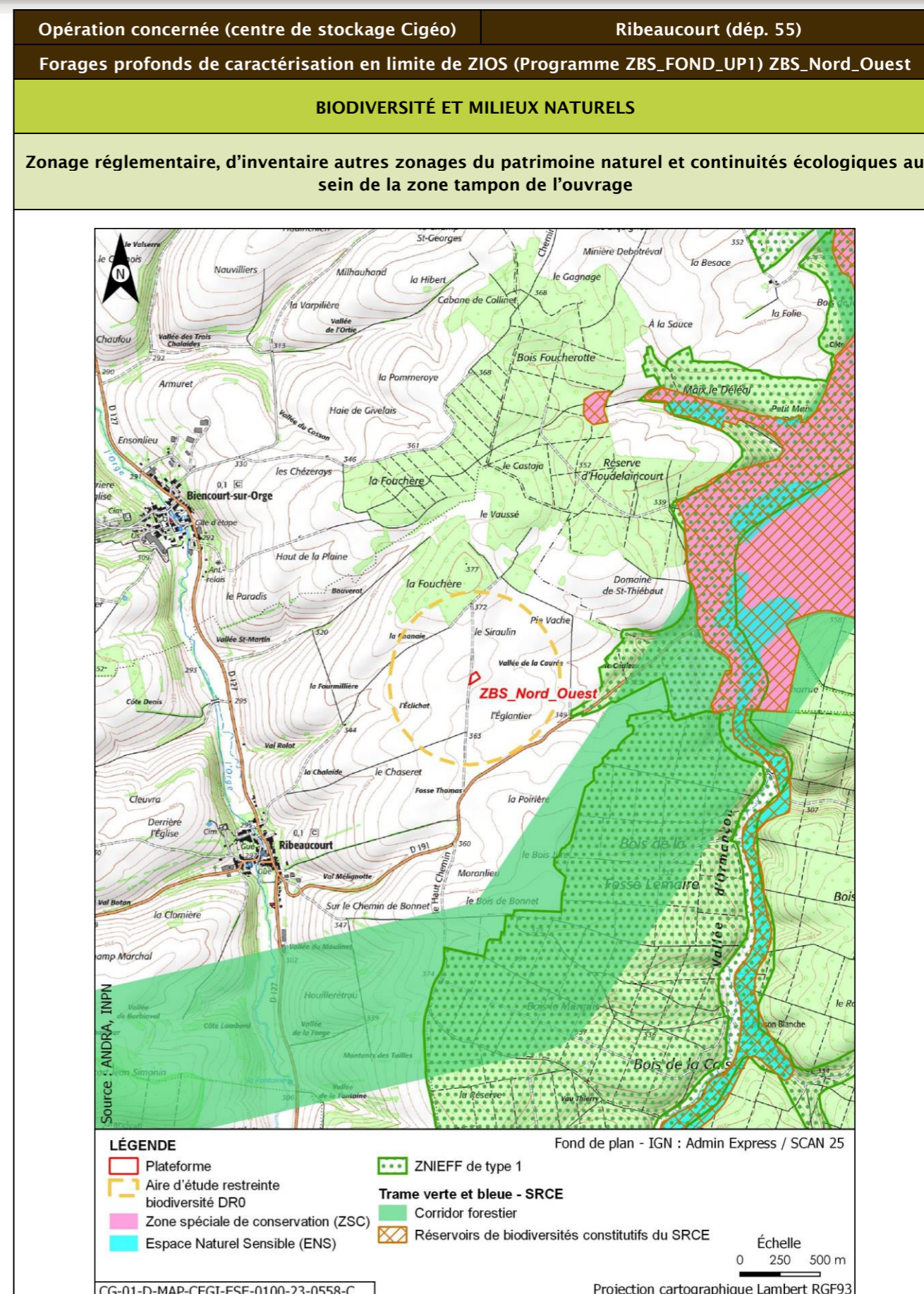
Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
DESCRIPTION DES TRAVAUX PRÉVUS		
Accès	Type de travaux	
En bordure de chemin	<p>Réalisation d'un forage pérenne (CIG0221) de 715 m de profondeur dans le Dogger, foré en destructif et de diam. final de 6''1/4.</p> <p>Réalisation d'un forage pérenne (CIG0222) de 670 m de profondeur dans le Callovo-Oxfordien et prolongé de 10-15 m dans le Dogger, de diam. final de 6''1/4. Foration destructive dans le Kimmeridgien et dans l'Oxfordien carbonaté (sauf les 10-15 derniers mètres), carottage à la boue en huile dans les 10-15 derniers mètres de l'Oxfordien carbonaté et dans le Callovo-Oxfordien.</p> <p>Réalisation d'un forage pérenne (CIG0220) de 515 m de profondeur dans l'Oxfordien carbonaté, foré en destructif avec diagraphies de contrôle (lithologie et cimentation de tubage), diam. final de 6''1/4.</p> <p>Réalisation d'un forage (CIG0101) de 580 m de profondeur dans l'Oxfordien carbonaté, carotté intégralement au niveau du Kimmeridgien et de l'Oxfordien carbonaté en boue à l'eau additionnée de polymères rebouché à l'issue de la récupération des carottes.</p> <p>Le trafic est estimé à quelques véhicules par jour pour la réalisation du forage.</p> <p>La partie visible et accessible en surface est, pour chaque forage, une dalle de béton d'environ 2 m x 3 m et 30 cm d'épaisseur, supportant un édicule.</p> <p>La plateforme ZBS_Nord_Ouest mesure environ 2 620 m² utile, terrassée et recouverte de grave et inscrite dans une emprise plus large, afin de disposer d'une réserve, notamment pour l'entreposage des terres décapées.</p> <p>Les eaux de ruissellements des bassins versants sont interceptées par des fossés internes aux plateformes, munis d'ouvrages de diffusion à leurs extrémités.</p>	
		
	Plateforme de forage profond	
GÉOLOGIE À L'AFFLEUREMENT		
Formation géologique j9a Portlandien inférieur (zones à Cyprina brongniarti et à Gravesia)		

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
EAUX		
Outils de planification et de réglementation de la gestion des eaux		
Type de document	Nom	
SDAGE, SAGE	SDAGE Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands 2022-2027 (4)	
PGRI, PPRI au sein de l'ouvrage	/	
Description des enjeux liés aux eaux et zones humides		
Eaux superficielles		
Nom du bassin versant	L'Ormançon de sa source au confluent de l'Ornain (exclu)	
Cours d'eau le plus proche	L'Ormançon à une distance de 1,488 km	
Position hydraulique des travaux vis-à-vis du cours d'eau le plus proche	Dans le même bassin versant topographique, à l'ouest du cours d'eau, en amont hydraulique	
Plan d'eau le plus proche	Réservoir-bassin de Biencourt-sur-Orge à une distance de 2,427 km	
Position hydraulique des travaux vis-à-vis du plan d'eau le plus proche	Dans le même bassin versant topographique, en rive opposée de l'Orge	
Usage le plus proche	Canal de la Marne au Rhin - Prise d'eau de Saint-Joire avec un usage de canaux sur la commune de Saint-Joire à une distance de 6,358 km	
Position hydraulique des travaux vis-à-vis de la prise d'eau ou d'autres usages le plus proche	Aval : l'Ormançon se jette dans la vallée de l'Ornain en aval de la prise d'eau de Saint-Joire dans le canal de la Marne au Rhin/usage aval le plus proche : Canal de la Marne au Rhin - Prise d'eau de Naix-aux-Forges à 9,5 km	
Niveau d'enjeu eaux superficielles	Faible de par les distances	
Eaux souterraines		
Masses d'eau souterraines	FRHG303 Calcaires Tithoniens karstiques entre Seine et Ornain - Niveau 1 ; FRHG306 Calcaires kimmeridgiens-oxfordiens karstiques entre Seine et Ornain - Niveau 2 ; FRHG312 Calcaires du Dogger entre la Seine et limite de district - Niveau 3	
Niveau d'enjeu masse d'eau	Fort pour la FRHG303 (aquifère karstique en tête), modéré pour la FRHG306 (aquifère sous large couverture marneuse) et faible pour la FRHG312 (confinée sous le Callovo-Oxfordien)	

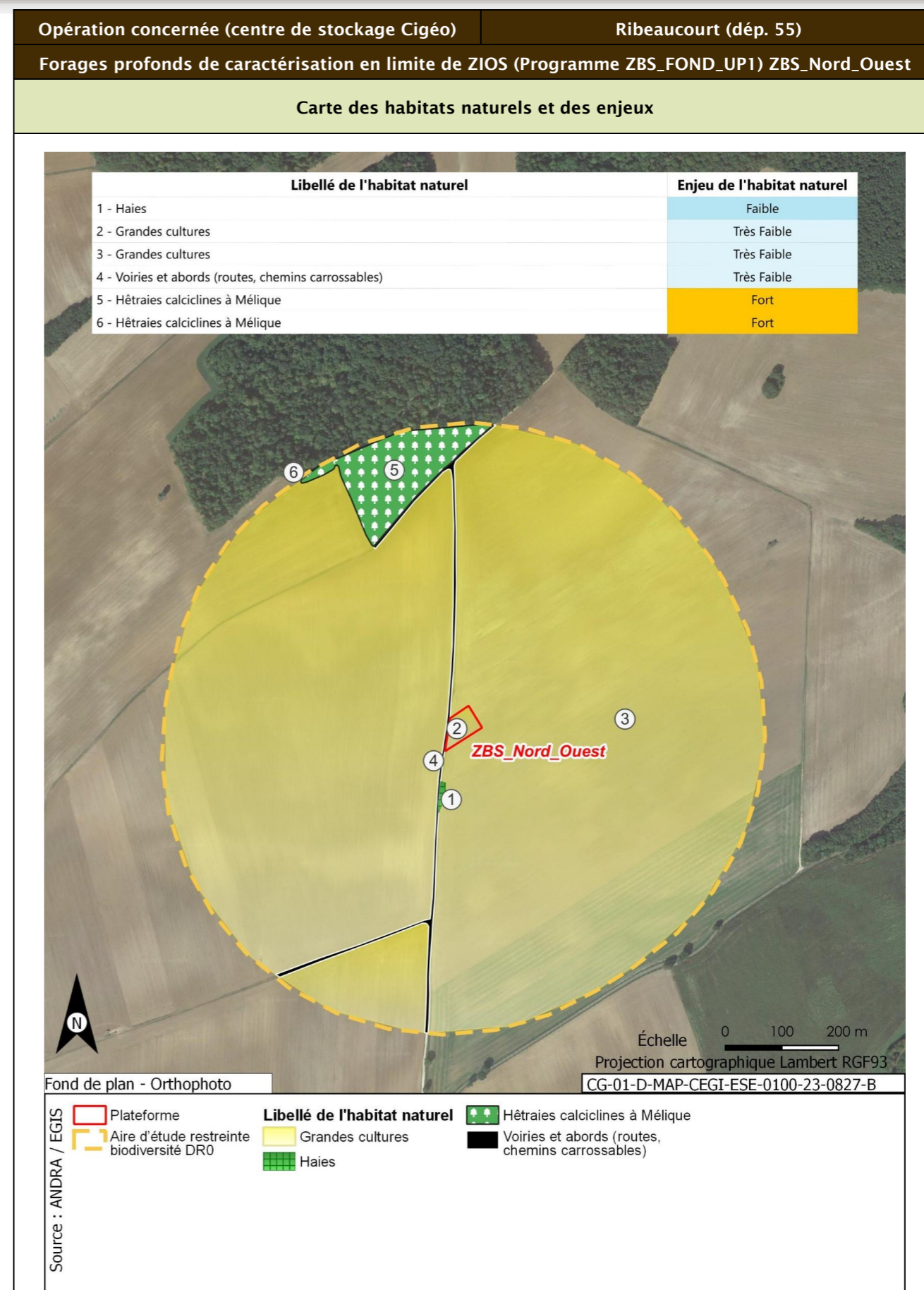
Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Périmètre de protection de captage AEP - Masse d'eau captée	Protection éloignée source de rupt FRHG303 Calcaires du Barrois	
Captage AEP le plus proche - Masse d'eau captée	Val Rolot (BSS000UNAR) à une distance de 1,470 km, en latéral hydraulique des travaux FRHG303 Calcaires du Barrois	
Autre usage le plus proche	Puit aménagée, pompe à nez abreuvoir sur la commune de Saint-Joire à une distance de 1,430 km	
Position hydraulique des travaux vis-à-vis du captage d'autres usages le plus proche	Travaux à l'ouest, en position hydraulique latérale	
Niveau d'enjeu usages eaux souterraines	Fort : ouvrage au sein d'un périmètre de protection éloignée d'un captage AEP	
Zones humides		
Zone humide la plus proche	Zones humides avérées L'Orge hors ZD à une distance de 2,061 km	
Position hydraulique des travaux vis-à-vis de la zone humide la plus proche	Travaux en aval hydraulique de la zone humide de l'Ormançon	
Niveau d'enjeu zone humide	Faible de par la distance de la zone humide	

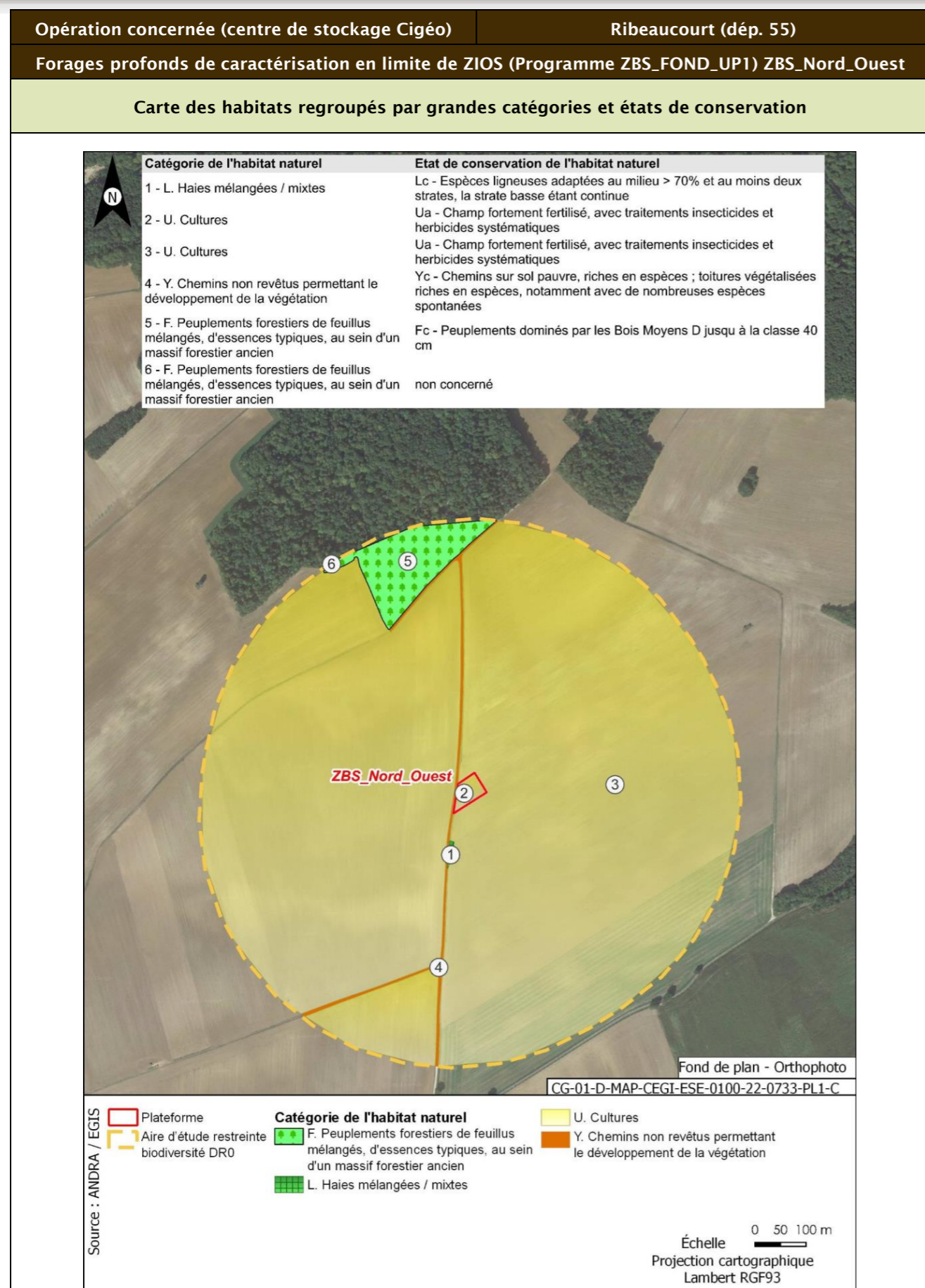


Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Incidences potentielles des travaux sur les eaux et zones humides		
Facteur	Incidence potentielle	Justification
Eaux superficielles	Non notable	Risque négligeable de pollution du cours d'eau, de par la distance
Eaux souterraines	Vis-à-vis de l'AEP : Notable Vis-à-vis des autres usages : Non notable	Risque notable de pollution des eaux souterraines de par le type de travaux. Absence d'autres usages en aval proche
Zones humides	Non notable	Risque négligeable de pollution de la zone humide. Absence de risque de roulement des engins dans la zone humide
Mesures et suivis liés aux eaux superficielles et souterraines		
R2.1g - Entretien des véhicules (opérations DR0) R2.1d - Dispositifs limitant le risque de pollution chronique ou accidentelle (opérations DR0) R2.1z - Dispositions constructives adaptées pour le creusement des forages/piézomètres (opérations DR0) R2.1z - Conception et travaux limitant les incidences sur les usages des eaux souterraines (opérations DR0) R2.1z - Limitation des surfaces de ruissellement (opérations DR0) R2.1d - Mise en place de dispositifs de traitement des rejets des eaux pluviales pour ne pas altérer la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines par transfert (opérations DR0) R2.1r/MR13 - Remise en état après travaux des emprises impactées (opérations DR0) R2.1z - Définition et mise en place d'un système de management environnemental de chantier (opérations DR0) R2.1z - Gestion des pollutions accidentelles (opérations DR0) R2.1z - Information, formation, sensibilisation du personnel de chantier (opérations DR0)		
Incidences résiduelles sur les eaux et zones humides		
Très faible		



Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (dép. 55)			
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest					
Description des habitats naturels					
Nom de l'habitat	Code Corine/EUNIS	Grande catégorie d'habitat	État de conservation	Surface (ha)	Enjeu de l'habitat naturel
Grandes cultures	82.11/I1.11	U. Cultures	Ua - Champ fortement fertilisé, avec traitements insecticides et herbicides systématiques	84,938	Très faible
Hêtraies calciclinales à Mélisque	41.1311/G1.6311	F. Peuplements forestiers de feuillus mélangés, d'essences typiques, au sein d'un massif forestier ancien	Fc - Peuplements dominés par les Bois Moyens D jusqu'à la classe 40 cm	2,685	Fort
Voiries et abords (routes, chemins carrossables)	86.2/J4.2	Y. Chemins non revêtus permettant le développement de la végétation	Yc - Chemins sur sol pauvre, riches en espèces ; toitures végétalisées riches en espèces, notamment avec de nombreuses espèces spontanées	0,765	Très faible
Haies	84.2/FA.3	L. Haies mélangées/mixtes	Lc - Espèces ligneuses adaptées au milieu >70 % et au moins deux strates, la strate basse étant continue	0,037	Faible
Hêtraies calciclinales à Mélisque	41.1311/G1.6311	F. Peuplements forestiers de feuillus mélangés, d'essences typiques, au sein d'un massif forestier ancien	Non concerné	0,007	Fort
Synthèse enjeu habitat naturel			Fort		
Un habitat naturel d'enjeu fort.					

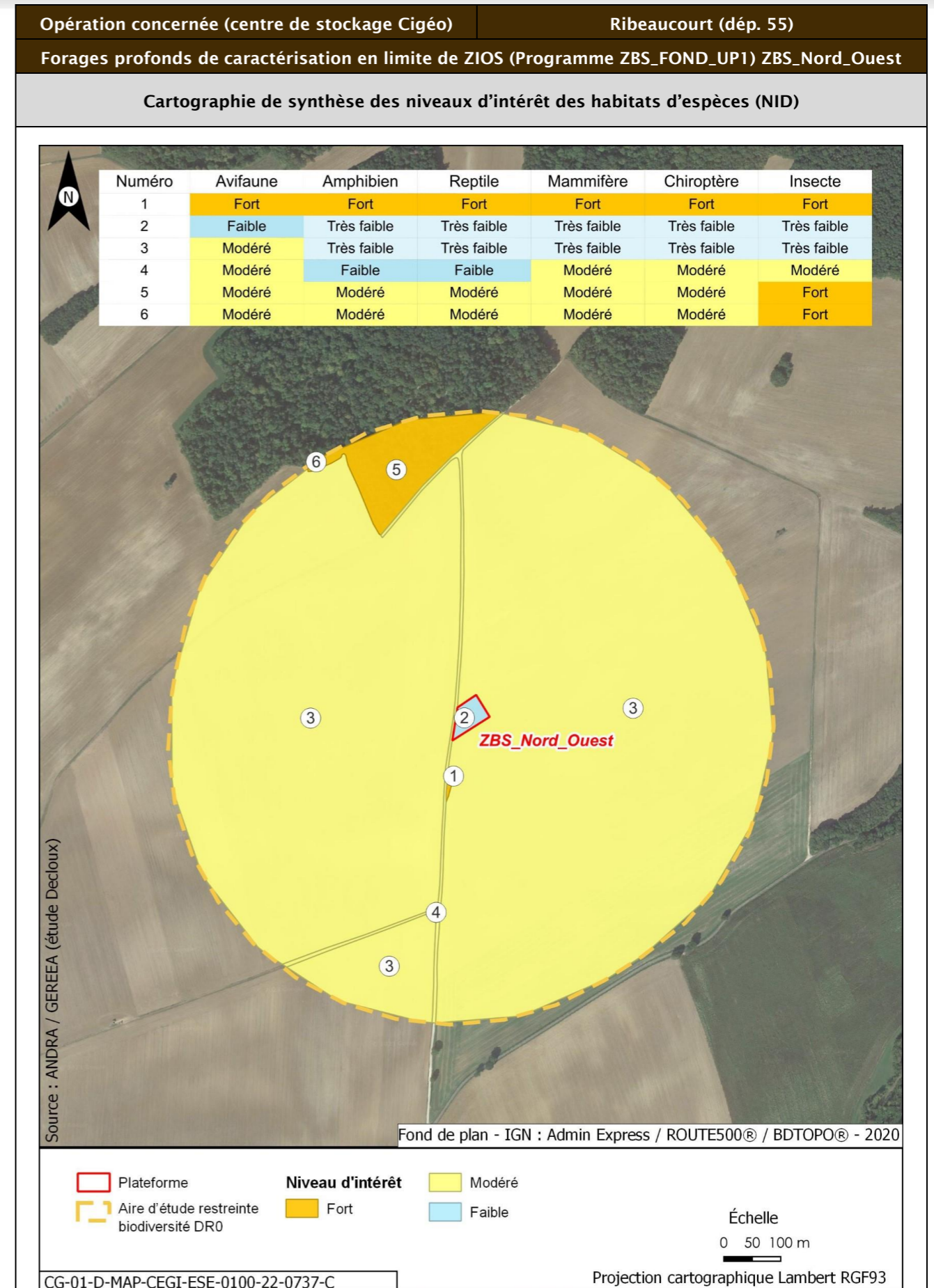
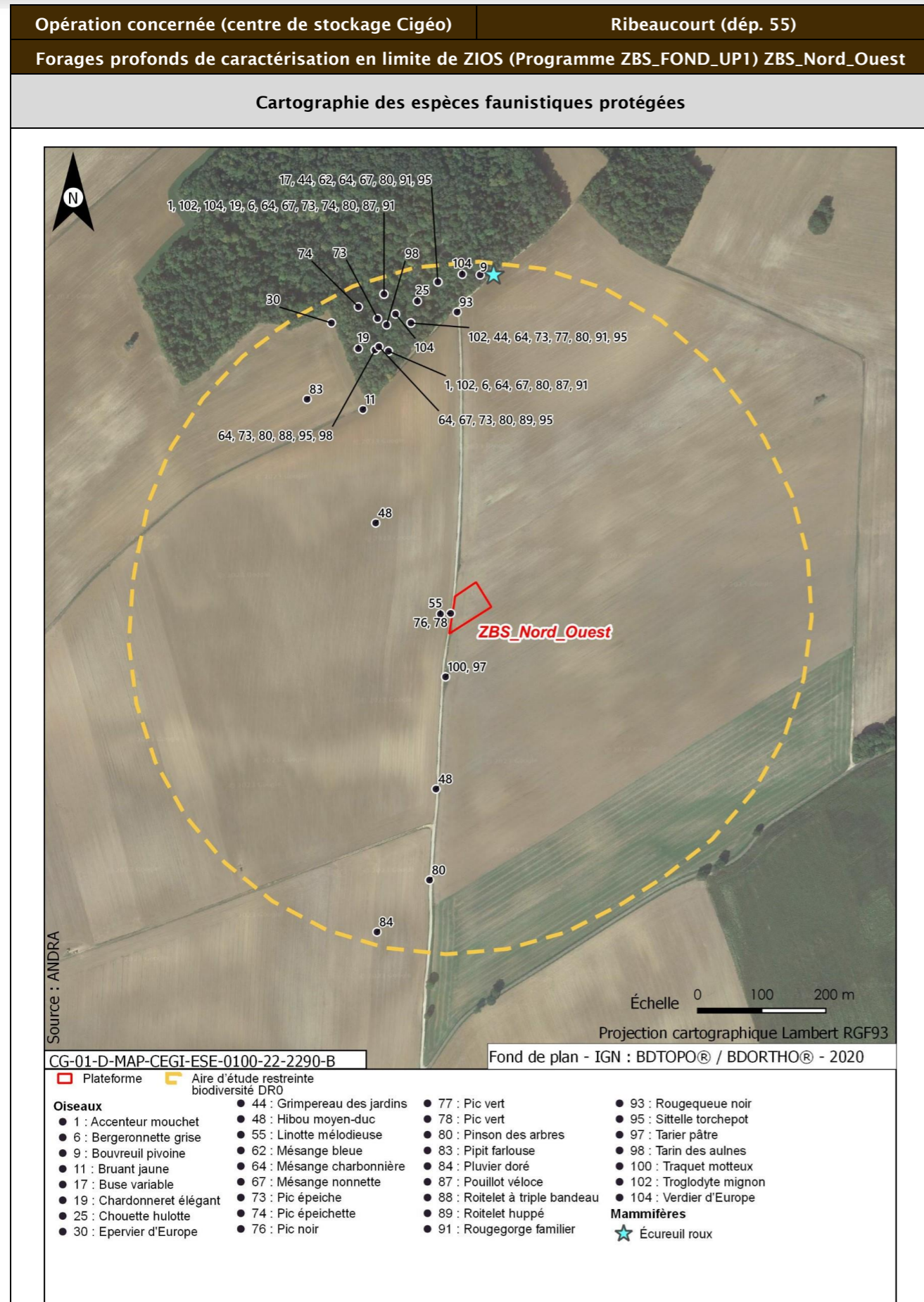




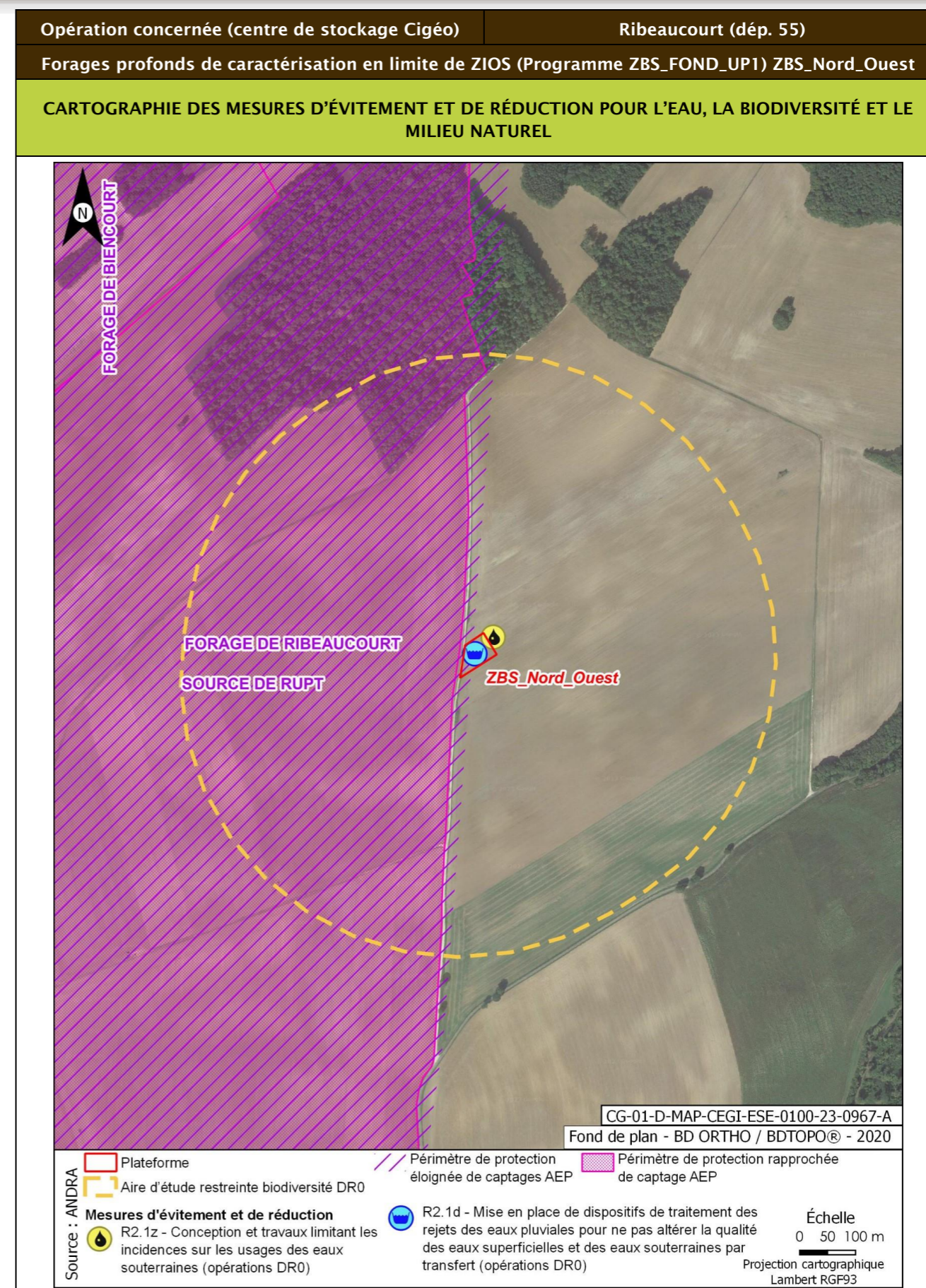
Opération concernée (centre de stockage Cigéo)	Ribeaucourt (départ. 55)	
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Flore protégée et/ou patrimoniale		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèce (nombre d'observations sur la période 2016/2022)
Flore		Pas d'observation
		Espèces protégées non observées mais considérées comme potentiellement présentes d'après les habitats et la bibliographie réalisée dans l'aire d'étude éloignée sur la période 2012/2022
Enjeu Flore	Faible	Filipendule vulgaire
Aucune espèce protégée observée. Une espèce protégée supplémentaire est considérée comme potentiellement présente d'après la bibliographie.		
Cartographie de la flore protégée, patrimoniale et espèces végétales exotiques envahissantes EVEE		
Aucune espèce floristique protégée, patrimoniale ou exotiques envahissante n'a été observée		
Faune		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Oiseaux	Faible	Cortège des fourrés et haies en milieu ouvert Accenteur mouchet (2)
		Cortège des lisières, forestiers jeunes ou ouverts, fourrés Rougegorge familier (4) ; Hibou moyen-duc (2) Grive mauvis (1) ; Merle noir (9)
		Cortège des milieux forestiers âgés Mésange charbonnière (6) ; Pouillot véloce (2) ; Mésange nonnette (4) ; Pinson des arbres (11) ; Pic épeiche (5) ; Pic vert (2) ; Chouette hulotte (1) ; Épervier d'Europe (1) ; Troglodyte mignon (3) ; Grimpereau des jardins (2) ; Sittelle torchepot (4) ; Roitelet à triple bandeau (1) ; Mésange bleue (1) ; Buse variable (1) Corbeau freux (1) ; Étourneau sansonnet (51) ; Grive musicienne (7) ; Pigeon ramier (8)
		Cortège nichant au sol dans les parcelles agricoles Alouette des champs (28)
		Cortège des milieux pionniers Caille des blés (3)
	Cortège des milieux anthropiques Bergeronnette grise (2) ; Rougequeue noir (1) Corneille noire (20) ; Pie bavarde (1) ; Tourterelle turque (1)	
	Modéré	Cortège des fourrés et haies en milieu ouvert Linotte mélodieuse (1) ; Chardonneret élégant (2) ; Pipit farlouse (1) ; Tarier pâtre (3) ; Bruant jaune (1) Tourterelle des bois (1)

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
		<p><u>Cortège des lisières, forestiers jeunes ou ouverts, fourrés</u> Verdier d'Europe (3) ; Bouvreuil pivoine (1) ; Pic épeichette (2)</p> <p><u>Cortège des milieux forestiers âgés</u> Pic noir (1) ; Roitelet huppé (1)</p> <p><u>Cortège des milieux aquatiques/humides/boisements rivulaires</u> Tarin des aulnes (1) ; Pluvier doré (47) ; Tarin des aulnes (1)</p> <p><u>Cortège nichant au sol dans les parcelles agricoles</u> Vanneau huppé (35)</p> <p><u>Cortège des milieux pionniers</u> Traquet motteux (1)</p>
Enjeu oiseaux	Modéré	
14 espèces observées de niveau d'enjeu modéré. Neuf espèces protégées supplémentaires peuvent utiliser le milieu d'après la bibliographie. Zone de reproduction, alimentation et transit.		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Amphibiens		Pas d'observation
Enjeux amphibiens	Faible	
Aucune espèce observée. Deux espèces protégées supplémentaires peuvent utiliser le milieu d'après la bibliographie. Zone d'hivernage et de transit.		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Reptiles		Pas d'observation
Enjeu Reptiles	Faible	
Aucune espèce observée. Trois espèces protégées supplémentaires peuvent utiliser le milieu d'après la bibliographie. Cycle biologique complet.		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Mammifères	Faible	<u>Cortège des milieux forestiers</u> Écureuil roux (1) Blaireau européen (3) ; Chevreuil européen (100) ; Renard roux (9) ; Sanglier (12)
		<u>Cortège des milieux bocagers/lisières</u> Campagnol agreste (4) ; Campagnol des champs (2)
	Modéré	<u>Cortège des milieux forestiers</u> Loir gris (1)


Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Enjeu Mammifères	Modéré	
Une espèce observée de niveau d'enjeu modéré. Une espèce protégée supplémentaire peut utiliser le milieu d'après la bibliographie. Cycle biologique complet.		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Chiroptères		Pas d'observation
Enjeu Chiroptères	Faible	
Aucune espèce observée. Trois espèces protégées supplémentaires peuvent utiliser le milieu d'après la bibliographie. Zone de gîte, chasse et transit.		
Groupe	Niveau d'enjeu	Espèces observées et considérées comme présentes En gras espèces protégées
Insectes Lépidoptères	Faible	<u>Cortège des milieux prairiaux</u> Amaryllis (1) ; Azuré de la Bugrane (1) ; Fadet commun (1) ; Myrtil (10) ; Noctuelle en deuil (1) ; Paon-du-jour (1) ; Petite Tortue (10) ; Piéride de la Rave (14) ; Piéride du Chou (1) ; Piéride du Navet (9) ; Vulcain (1)
		<u>Cortège des milieux prairiaux</u> Grillon champêtre (1)
		<u>Cortège des milieux prairiaux</u> Diachromus germanus (1)
Insectes orthoptères		
Insectes coléoptères		
Enjeu Insectes	Faible	
Seules des espèces d'enjeu très faible à faible observées. Aucune autre espèce ne peut utiliser le milieu d'après la bibliographie.		



Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)	
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest			
Incidences potentielles des travaux faune et flore			
Destruction/altération d'habitats	Dérangement d'individus	Destruction d'individus	Dégradation des continuités écologiques
Notable	Notable	Notable	Non notable
Mesures et suivis liés au milieu naturel			
E1.1a/ME0_L - Évitement des zones à enjeux dans le cadre de l'implantation des premières opérations de caractérisation et de surveillance environnementale (opérations DR0) R2.1e/MR5_B - Végétalisation de la terre végétale stockée sous forme de merlons pour les travaux supérieurs à un an (opérations DR0) R2.1f/MR6 - Plan de gestion des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) (opérations DR0) R3.1b/MR7 - Limitation du dérangement nocturne de la faune - Adaptation de l'éclairage en phase chantier (opérations DR0) R3.1b/MR11 - Limiter les travaux de nuit (22 h-7 h) (opérations DR0) R2.1r/MR13 - Remise en état après travaux des emprises impactées (opérations DR0) R3.1a/MR21 - Adaptation de la période des travaux de suppression de la végétation en fonction des périodes de sensibilités des espèces (opérations DR0) R2.1i/MR8 - Déplacer les caches naturelles à reptiles et amphibiens préalablement au début du chantier (opérations DR0) R2.1z/MR20 - Mise en place d'une structure de conseil et de suivi environnemental de chantier (opérations DR0) R2.1z - Définition et mise en place d'un système de management environnemental de chantier (opérations DR0) R2.1z - Gestion des pollutions accidentelles (opérations DR0) R2.1z - Information, formation, sensibilisation du personnel de chantier (opérations DR0)			
Incidences résiduelles			
Destruction/altération d'habitats	Dérangement d'individus	Destruction d'individus	Dégradation des continuités écologiques
L'emprise travaux limitée, couplée aux mesures d'évitement et de réduction en phase de conception et en phase de travaux, permettent de conclure à une incidence résiduelle non notable sur la destruction/altération des habitats d'espèces protégées.	La période adaptée de démarrage des travaux des forages dans les secteurs à enjeux, la suppression de la végétation aux bonnes périodes, la limitation de la capacité d'accueil du milieu et la présence de nombreux habitats similaires à proximité de l'emprise impactée permettent de conclure à une incidence résiduelle non notable.	La période de réalisation des travaux, la suppression de la végétation aux bonnes périodes et la limitation de la capacité d'accueil du milieu permettent de réduire de manière significative le risque de destruction d'individus. L'incidence résiduelle retenue est non notable.	Les opérations de caractérisation sont pérennes mais sur de faibles superficies au sein de milieux de grandes cultures peu favorables au transit. Elles ne sont pas de nature à dégrader les continuités écologiques. L'incidence résiduelle retenue est non notable.



Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Paysage		
Unités et sous-unités paysagères		
Unité paysagère	Unité 5. Les régions paysagères des plateaux calcaires Unité 5.a Le plateau Barrois & Argonnais	
Sous-unité paysagère	Paysage de la vallée semi-ouvert (vallées)	
Paysage de la vallée semi-ouvert : sous-unité paysagère constituée des vallées creusées de plateau, où sont nichés le plus souvent les villages, sont identifiables de loin par le sillon de végétation (herbeux ou arboré) qui accompagne les cours d'eau. La perception du paysage est visible à partir des principaux axes de circulation sur le territoire, mais également à partir des quelques chemins de petite ou grande randonnées recensés.		
Description des enjeux liés au paysage		
Enjeux au droit de la sous-unité paysagère de la vallée semi-ouverte : des covisibilités plus importantes à l'approche des milieux urbanisés et de resserrments de grandes infrastructures tels la voie ferrée, le canal de la Marne au Rhin ou encore les départementales principales.		
Enjeu fort		
Incidences potentielles des travaux sur le paysage		
Les forages profonds de caractérisation nécessiteront des installations susceptibles d'être perceptibles dans le paysage. L'aménagement de plateformes pour les forages profonds rendent perceptibles depuis le paysage : <ul style="list-style-type: none"> la surface de la plateforme ZBS_Nord_Ouest de 2 620 m² comprenant les ouvrages et l'espace nécessaire au stockage des matériaux ; ces plateformes feront l'objet d'une couverture préalable de matériaux graveleux en surface sur 20 cm à 30 cm accentuant leur perception de par leur couleur claire qui contraste avec la végétation environnante ; les tas de terre disposés en merlons tout autour des plateformes ; les dalles béton, fossés et clôtures périphériques ; les édicules pour les forages pérennes type conteneur maritime aménagé de 6 m³ à 9 m³ (équipés ou pas de panneaux solaires). En fin de travaux, les plateformes seront conservées avec leurs clôtures définitives. Plus spécifiquement lors des opérations de forage seront perceptibles du paysage : <ul style="list-style-type: none"> les machines de forage ; les machines de carottage. La perception des installations et des matériels sera d'autant plus marquée à proximité immédiate des lieux de vie (perception proche aux abords des villages, chemin de randonnée, voies de circulation, etc.). Les incidences potentielles sont donc notables pour les forages profonds durant toute leur durée de vie travaux. En lien avec les forages profonds, il y a une campagne sismique qui consiste à recueillir des données à l'aide d'équipements mobiles en surface. Aucune installation particulière ne sera mise en œuvre. Cependant, cette opération pourra nécessiter un débroussaillage léger sur 50 cm de part et d'autre de chaque ligne pour la mise en sécurité du personnel à pied. Les incidences potentielles sur le paysage lors de ces prospections sur le terrain seront non notables.		

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Mesures et suivis liés au paysage		
Les mesures d'évitement et de réduction suivantes sont prévues : <ul style="list-style-type: none"> E1.1a/ME0 - Évitement des zones à enjeux : Afin d'éviter les boisements, bosquets, haies ou zones humides et de limiter l'impact sur ces zones à enjeux, une réflexion a été menée sur la localisation des plateformes, en plus d'éviter les zones à enjeux, les plateformes ont été placées au plus près des chemins d'accès de façon à limiter le déplacement des engins ; R2.2z - Optimisation de la planification de la réalisation et mutualisation des installations de chantier, l'objectif étant de travailler l'organisation du chantier afin d'en réduire l'incidence visuelle. Cette mesure fait l'objet d'une déclinaison en mesure fille du même nom ; R2.1j - Végétalisation des espaces travaillés. Cette mesure fait l'objet d'une déclinaison en mesure fille nommée « R21e/MRS - Végétalisation de la terre végétale stockée sous forme de merlons pour les travaux supérieurs à un an - Andra ». 		
Insertion paysagère		
		
<i>Insertion paysagère de la plateforme ZBS_Nord-Ouest de Ribeaucourt, photomontage</i>		
Incidences résiduelles sur le paysage		
Les forages profonds de caractérisation génèrent des incidences visuelles résiduelles au niveau du paysage proche ou lointain du fait des installations fixes qu'ils nécessitent autant au moment des travaux de forages/carottages qu'en phase de fonctionnement avec sa plateforme aménagée et protégée.		
Faibles le temps des travaux		
Très faibles en phase de construction initiale et de fonctionnement		

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
AUTRES THÉMATIQUES		
Salubrité publique (bruit, vibrations, pollutions lumineuses, émissions dans l'air, déchets)		
Description des enjeux sur la salubrité publique		
La plateforme ZBS_Nord-Ouest est très éloignée des premières habitations, situées à 1,5 kilomètres au sud-ouest (premières habitations du village de Ribeaucourt) et 1,8 kilomètres au nord-ouest (village de Biencourt-sur-Orge). Les premiers établissements recevant du public sont à des distances équivalentes, étant situés dans les centres des villages de Biencourt-sur-Orge et de Ribeaucourt, il ne s'agit pas d'établissements « sensibles » (établissements scolaires ou de santé).		
Bruit	Au niveau de la plateforme ZBS_Nord_Ouest, il n'existe aucune source de nuisance sonore fixe. Les sources de bruit correspondent aux activités agricoles, à la circulation routière sur la route départementale D191 (éloignée de plus de 500 m). Au niveau des habitations de Ribeaucourt et de Biencourt, les niveaux sonores estimés sont compris entre 44,5 dB(A) de jour (LAeq jour) et 31 dB(A) la nuit (LAeq nuit).	
	Enjeu faible	
Vibrations	Au niveau de la plateforme ZBS_Nord_Ouest et des villages de Biencourt-sur-Orge et de Ribeaucourt, il n'existe aucune source de vibrations. Des vibrations légères peuvent être associées aux passages de poids lourds et des engins agricoles, ces vibrations sont de l'ordre du bruit de fond et en dessous du seuil de sensibilité de l'être humain.	
	Enjeu faible	
Pollution lumineuse	Au niveau de la plateforme ZBS_Nord_Ouest, il n'existe aucune source lumineuse. Les autres sources actuelles de nuisances lumineuses sont l'éclairage public des villages et l'éclairage des habitations.	
	Enjeu faible	
Odeurs	Au niveau de la plateforme ZBS_Nord_Ouest et des villages de Ribeaucourt et de Biencourt-sur-Orge, il n'existe aucune source d'odeurs particulière. L'ambiance olfactive correspond à un environnement de type rural (odeurs liées à la végétation, aux épandages ponctuels...).	
	Enjeu faible	
Champs électriques et magnétiques	Au niveau de la plateforme ZBS_Nord_Ouest et des villages de Ribeaucourt et de Biencourt-sur-Orge, il n'existe aucune source de champ électrique et magnétique. La ligne haute tension (H.T) de 63 kV Chancelay-Houdelaincourt est située à plus de 3 km, et la ligne H.T de 400 kV Houdreville-Mery-sur-Seine à plus de 6 km de la plateforme ZBS_Nord_Ouest.	
	Enjeu faible	
Qualité de l'air	La qualité de l'air est bonne en raison du caractère rural, peu urbanisé et peu industrialisé. De plus, les conditions météorologiques sont favorables à une bonne dispersion atmosphérique des polluants. Les mesures réalisées à la station de Houdelaincourt montrent les valeurs limites et quasiment tous les objectifs de qualité indiqués dans la réglementation, à l'exception de l'ozone (dépassements observés au niveau régional et national) et des particules PM2,5 (uniquement lors de conditions météorologiques particulièrement défavorables). De même, les mesures réalisées à la station de Houdelaincourt montrent un niveau de radioactivité ambiant de l'air correspondant à une zone éloignée de toute activité nucléaire.	
	Enjeu faible	

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Déchets	Aucun dépôt sauvage de déchets n'est identifié à proximité de la plateforme ZBS_Nord_Ouest.	
	Enjeu faible	
Incidences potentielles sur la salubrité publique		
Bruit	Les nuisances acoustiques sont générées uniquement pendant la réalisation des travaux et lors de la remise en état. Une fois réalisés, la plateforme ZBS_Nord_Ouest n'est pas sources de nuisances (hormis le passage très limité de véhicules légers destinés à leur surveillance et entretien). Pendant les travaux les sources de nuisances sonores sont liées à : <ul style="list-style-type: none"> • l'augmentation du trafic induit sur les infrastructures existantes ; • l'utilisation d'engins et matériels de chantiers mécaniques ; • les opérations de chargement/déchargement de matériels et matériaux. Les incidences potentielles sont notables en raison des caractéristiques techniques du matériel utilisé relativement bruyant (pelles mécaniques, foreuses) et de la durée du chantier (la durée d'un forage pouvant varier de 8 jours à 20 jours)	
Vibrations	Les nuisances vibratoires des travaux sont générées uniquement pendant leur réalisation (phase de travaux) et lors de la remise en état des ouvrages pérennes. Une fois réalisés, les ouvrages pérennes ne sont pas sources de nuisances (hormis le passage très limité de véhicules légers destinés à leur surveillance et entretien). Les incidences sont ainsi liées à : <ul style="list-style-type: none"> • la circulation de poids lourds, d'engins de chantier sur les emprises travaux ; • l'utilisation d'engins et matériels de chantiers mécaniques émettant des vibrations. Les incidences potentielles sont notables en raison des caractéristiques techniques du matériel utilisé et de la durée du chantier. Toutefois, les vibrations s'atténuent rapidement avec la distance.	
Pollution lumineuse	Les principales sources d'émissions lumineuses sont les éclairages de chantier et les phares des véhicules sur les voies routières pendant la période des travaux.	
Odeurs	Les sources de nuisances olfactives sont communes à un chantier et concernent en particulier les gaz d'échappement des moteurs thermiques des engins et des véhicules de chantier (voitures et poids-lourds).	
Champs électriques et magnétiques	Ce type d'ouvrage et de travaux ne génère pas de champs électrique et magnétique.	
Qualité de l'air	Les substances (monoxyde de carbone, oxydes d'azote, oxydes de soufre) et les poussières émises par les véhicules et engins de chantier (tombereaux, pelles mécaniques, bulldozers, foreuses...) peuvent entraîner une dégradation locale de la qualité de l'air.	
Déchets	Les déchets sont majoritairement générés pendant la réalisation des travaux et lors de la remise en état. Une fois réalisés, seuls de déchets de maintenance sont produits. Les principales catégories de déchets sont : <ul style="list-style-type: none"> • les déchets inertes : déblais, bétons... ; • les déchets non dangereux (dont biodéchets) : aciers, plastiques, emballages divers, palette de bois, biodéchets comprenant les déchets végétaux et les déchets alimentaires des salariés, boues de forages à l'eau... ; • les déchets dangereux : huiles hydrauliques liées à l'entretien des véhicules, bombes de peintures, boues de forage à l'huile... 	

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (dépt. 55)	
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest			
Mesures et suivis sur la salubrité publique			
Bruit	<p>Les mesures suivantes permettent d'éviter et de réduire les nuisances acoustiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • E11b Choix d'implantation du projet global Cigéo à distance des zones urbanisées : l'implantation de la plateforme a fait l'objet d'une réflexion, elle a été implantée à distance des premières habitations situées à environ 1,5 kilomètres au sud-ouest (premières habitations du village de Ribeaucourt) et 1,8 kilomètres au nord-ouest (village de Biencourt-sur-Orge) ; • R2.1j - Organisation globale du chantier ; • R2.1j - Préférence donnée aux engins les moins bruyants ; • R2.1g - Engins et véhicules régulièrement entretenus ; • R2.1a - Circulation des poids lourds (PL) et engins de chantier à faible vitesse ; • R2.1j - Utilisation d'avertisseur sonores type « cri du lynx » : ces bonnes pratiques de chantier permettront de contribuer à la réduction des nuisances sonores émises ; • E3.1b - Interruption des travaux susceptibles de causer une gêne pour le voisinage entre 22 h et 7 h. Dans l'hypothèse où des travaux de nuit seraient nécessaires, des dérogations seront demandées dans le respect de la réglementation locale. <p>Par ailleurs, la mesure R2.1j - Mesures complémentaires permettant de limiter les nuisances sonores de certaines zones de chantier verra la mise en place de mesures spécifiques au forage profond de caractérisation contraignant contractuellement l'entreprise à respecter un niveau sonore maximum en limite de site et en direction de Biencourt et Ribeaucourt fixé à 70 dBA. Ce niveau sonore en limite de site peut être obtenu par des mesures de réduction classique laissées au libre choix de l'entreprise : utilisation de bâches acoustiques au plus proche des installations bruyante ou mise en place des bungalows de chantier de manière à faire écran acoustique.</p>		
Vibrations	<p>Certaines mesures présentées pour le bruit ont aussi un effet de réduction des nuisances vibratoires, c'est le cas des mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • E1.1b - Choix d'implantation du projet global Cigéo à distance des zones urbanisées : l'implantation de la plateforme a fait l'objet d'une réflexion, elle a été implantée à distance des premières habitations situées à environ 1,5 kilomètres au sud-ouest (premières habitations du village de Ribeaucourt) et 1,8 kilomètres au nord-ouest (village de Biencourt-sur-Orge) ; • R2.1g - Engins et véhicules régulièrement entretenus ; • E3.1b - Interruption des travaux susceptibles de causer une gêne pour le voisinage entre 22 h et 7 h ; • R2.1g - Chaussées entretenues afin de maintenir leur bon état dans les périmètres des opérations ; • R2.1a - Dispositifs limitants les vibrations des engins non mobiles de chantier : cette mesure permet l'isolation du sol des engins non mobiles (groupes électrogènes notamment) et leur équipement de dispositifs d'absorption des chocs et des vibrations. 		
Pollution lumineuse	<p>Certaines mesures présentées pour le bruit ou les vibrations ont aussi un effet de réduction des nuisances lumineuses, c'est le cas des mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • E1.1b - Choix d'implantation du projet global Cigéo à distance des zones urbanisées ; • E3.1b - Interruption des travaux susceptibles de causer une gêne pour le voisinage entre 22 h et 7 h. Dans l'hypothèse où des travaux de nuit seraient nécessaires, des dérogations seront demandées dans le respect de la réglementation locale. <p>Enfin, les mesures R2.1j - Optimisation du nombre d'éclairage, R31b Optimisation de la durée de l'éclairage et R2.1k - Adaptation de la nature de l'éclairage regroupent des bonnes pratiques vis-à-vis de l'éclairage pour réduire la perception des riverains et de la faune :</p>		

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (dépt. 55)	
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest			
	orientation de l'éclairage, nombre de lampes, spectre utilisé, etc. Ces mesures ont fait l'objet d'une déclinaison en mesure fille nommée « R2.1j - Limitation du dérangement nocturne de la faune - Gestion de l'éclairage pendant les travaux ».		
Odeurs	<p>Aucune mesure spécifique aux odeurs n'est mise en place. D'autres mesures mises en place pour la qualité de l'air ont également un effet indirect positif sur la réduction des nuisances liées aux odeurs, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • R2.1g - Engins et véhicules régulièrement entretenus l'entretien des véhicules ; • E1.1c - Réutilisation de déblais en remblais permettant d'éviter l'émission de substances et de poussières émises par les rotations de camions. 		
Champs électriques et magnétiques	Sans objet.		
Qualité de l'air	<p>Les mesures suivantes permettent la réduction des émissions de poussières, et donc à la réduction des incidences sur la qualité de l'air :</p> <ul style="list-style-type: none"> • R2.1g - Engins et véhicules régulièrement entretenus ; • R2.1a - Limitation de la vitesse de circulation des véhicules. 		
Déchets	<p>Les bonnes pratiques relatives à la gestion des déchets sont mises en œuvre, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • R2.1z - La sensibilisation des entreprises intervenantes à une bonne gestion des déchets ; • R2.2z - Le tri des déchets réalisé directement sur les chantiers ; • R2.2z - Le choix de prestataires agréés et autorisés pour la collecte et le traitement ; • R2.2z - La traçabilité et suivi des déchets <i>via</i> la tenue d'un registre de suivi des déchets pour l'ensemble des déchets et l'émission de BSDD pour l'évacuation des déchets dangereux. <p>La mesure R22z - Privilégier le réemploi et la valorisation permet la réutilisation des volumes de déblais issus du carottage à base d'eau et uniquement imprégnés de polymères lors la remise en état. Les boues de forage à l'huile sont utilisées en circuit fermé et réutilisées d'un forage à l'autre.</p>		
Incidences résiduelles sur la salubrité publique			
Bruit	<p>En période diurne, le niveau de bruit futur reste dans une ambiance sonore calme (entre 30 et 40 dBA) au niveau des habitations situées à Ribeaucourt et Biencourt-sur-Orge.</p> <p>Dans l'hypothèse où des travaux de nuit seraient nécessaires, le niveau de bruit futur en période nocturne reste dans une ambiance sonore très calme (inférieur à 30 dBA) au niveau des habitations situées à Ribeaucourt et Biencourt-sur-Orge.</p> <p>Compte tenu des mesures de réduction mises en place, de l'éloignement des premières habitations par rapport aux zones de travaux, du caractère ponctuel et limité de ces travaux dans le temps et l'espace les incidences résiduelles sont faibles.</p>		Faibles
Vibrations	Compte tenu des mesures de réduction mises en place, de l'éloignement des premières habitations par rapport aux zones de travaux, du caractère ponctuel et limité de ces travaux dans le temps et l'espace, les incidences résiduelles sont faibles.		Faibles
Pollution lumineuse	Les incidences résiduelles sont très faibles en raison de l'éloignement des premières habitations par rapport aux zones de travaux, du caractère ponctuel et limité de ces travaux dans le temps et l'espace, et des mesures de réduction mises en place.		Très faibles

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Odeurs	Les incidences résiduelles sont très faibles en raison de la dispersion rapide des polluants dans l'atmosphère s'agissant de travaux en espaces ouverts, de l'éloignement des premières habitations par rapport aux zones de travaux, du caractère ponctuel et limité de ces travaux dans le temps et l'espace, et des mesures de réduction mises en place.	Très faibles
Champs électriques et magnétiques	Sans objet	
Qualité de l'air	Les incidences résiduelles sur la qualité de l'air sont très faibles en raison de la dispersion rapide des polluants dans l'atmosphère s'agissant de travaux en espaces ouverts, de l'éloignement des premières habitations par rapport aux zones de travaux, du caractère ponctuel et limité de ces travaux dans le temps et l'espace, et des mesures de réduction mises en place.	Très faibles
Déchets	<p>Les quantités de déchets de boues de forages pour l'ensemble de la campagne ZBS_FOND_UP1 sont estimées à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • boues des forage à l'eau (éventuellement additionnées d'un polymère biodégradable) du forage CIG0101 du programme ZBS_FOND_UP1 : au maximum 20 m³ ; • boues de forage à l'huile des forages CIG0229, CIG0222, CIG0224 et CIG0228 du programme ZBS_FOND_UP1 : au maximum 50 m³ pour l'ensemble de la campagne. <p>Les autres types de déchets produits correspondent à des déchets classiques de chantier (plastiques, emballages, huiles hydrauliques, etc.) dont les quantités sont limitées. Ces déchets sont dirigés, après tri, vers différentes filières de traitement et de valorisation adaptées, agréées et autorisées.</p> <p>Les incidences résiduelles en termes de salubrité publique sont donc très faibles.</p>	Très faibles
Sécurité (risques, pollution et servitudes liées au transport de matières dangereuses)		
Description des enjeux liés aux risques naturels et anthropiques		
Risques d'origine naturelle		
Risque inondation	Non concerné	
Risque mouvements de terrain	Aléa retrait gonflement des argiles moyen Fracturation et de karstification des calcaires du Barrois	Faibles
Risque climatique : tempête, grand froid, canicule	<p>La rafale maximale de vent (m.s-1) enregistrée à Saint-Dizier sur la période 1981-2019 a atteint 44 m.s-1 (soit près de 160 km.h⁻¹) le 26 décembre 1999.</p> <p>À Cirfontaines, sur la période 1959-2020, les températures maximales ont atteint 39,4 °C en juillet 2019 et 40 °C en août 2003 et les températures minimales sont descendues jusqu'à -17 °C en décembre 2009, -19 °C en janvier 1987 et -19,6 °C en février 1963.</p> <p>Précipitations : un record maximum de 100 mm a été enregistré le 11 septembre 2005. La hauteur maximale la plus basse (30,7 mm) a été enregistrée en avril 1983.</p>	Faibles

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
	Les phénomènes orageux se produisent essentiellement entre juin et août avec en moyenne quatre à cinq jours d'orages durant cette saison. Les épisodes neigeux se produisent entre novembre et avril avec une moyenne de 4,4 jours de neige par mois en janvier.	
Risque sismiques	Zone de sismicité 1 : activité sismique qualifiée de « très faible »	Très faibles
Risque d'origine anthropique		
Risque industriel	Non concerné	
Risque nucléaire	Non concerné	
Risque rupture de barrage	Non concerné	
Risque de découverte d'engins de guerre	Probabilité très faible de découverte	Très faibles
Risque transport de matières dangereuses	Réseau routier (RD127, RD 191)	Très faibles
Vulnérabilité à des risques d'accidents et de catastrophes majeurs		
Vulnérabilité à des risques d'accidents et de catastrophes majeurs d'origine naturelle	<p>Un mouvement de terrain lié à la fracturation et de la karstification des calcaires du Barrois ou un séisme n'est pas susceptible d'engendrer d'incidence notable autre que des dégâts matériels limités et l'arrêt temporaire de la machine de forage. Les forages n'ont pas été positionnés au niveau de sites de carrières ou au droit de cavités recensés dans la base géorisques. Lors de la réalisation des forages, le risque karstique est pris en compte dans les procédures de travaux. Ainsi les règles de l'art sont respectées et notamment la foration est suivie pour déceler les pertes d'air, de puissance de l'avancement qui peuvent alerter sur la traversée de zones karstifiées.</p> <p>Concernant les risques d'origine climatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • températures extrêmes : seuls les matériels électriques et électroniques qui équipent essentiellement le matériel informatique et les engins de chantier peuvent être sensibles. Leur défaillance éventuelle n'est pas susceptible d'engendrer d'incidence notable autre que l'arrêt temporaire de la machine défaillante ; • tempêtes et tornades : aucun matériel de grande hauteur particulièrement sensible n'est utilisé. <p>En cas d'alerte météorologique, les chantiers seraient mis en sécurité (repli du matériel) et le personnel évacué.</p> <p>La vulnérabilité des forages aux risques d'accidents et catastrophes majeurs d'origine naturelle est très faible.</p>	Très faible
Vulnérabilité à des risques d'accidents et de catastrophes majeurs d'origine anthropique	<p>La probabilité de découverte d'engins de guerre est très faible.</p> <p>En cas d'alerte de découverte d'engins de guerre, les chantiers seraient mis en sécurité (repli du matériel) et le personnel évacué.</p> <p>La vulnérabilité des forages aux risques d'accidents et catastrophes majeurs d'origine anthropique est très faible.</p>	Très faible

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (dépt. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Incidences des risques induits		
Risques induits	<p>Les forages n'engendrent pas de risques technologiques majeurs. En effet, ces opérations n'utilisent pas de procédés dangereux ou mettant en œuvre de grandes quantités de produits dangereux.</p> <p>Les principaux risques induits concernent des pollutions accidentelles de chantier liées à des déversements de petites quantités de substances dangereuses (hydrocarbures, huiles moteur...) qui pourraient s'infiltrer dans le sol ou se rejeter dans les eaux superficielles par ruissellement.</p> <p>Les mesures de bonnes pratiques de chantier sont mises en place (R21d), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> la mise en place de dispositifs de stockage adaptés pour les produits dangereux ; les vidanges, ravitaillements et nettoyages des engins et du matériel sur une zone spécialement définie et aménagée ; l'équipement des engins, véhicules et bungalows ou roulottes de chantier de kits de dépollution de taille adaptée ; la gestion adaptée des déchets (stockage dans des conditions permettant d'empêcher toute pollution des sols et les envols). <p>Par ailleurs, un Plan d'Organisation et d'Intervention (POI), ou document équivalent, est établi afin de définir les modalités d'intervention en cas d'incident ou d'accident. Ce POI ou document équivalent, précise l'organisation, les moyens humains et matériels à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle.</p> <p>Les conséquences d'un accident lors de transport de marchandises dangereuses sont très faibles généralement limitées dans l'espace, du fait des faibles quantités transportées. La mise en application d'un plan de circulation permettra de ne pas augmenter le risque de transport de matière dangereuse.</p> <p>Les incidences résiduelles sont faibles compte tenu des mesures de réduction et des mesures de gestion mises en place.</p>	Faibles
Utilisation des sols (sol, sous-sol, agriculture, sylviculture)		
Description des enjeux sur le sol		
Pédologie, occupation du sol	Au niveau de la plateforme ZBS_Nord_Ouest, sol calcaire à usage agricole, radioactivité ordinaire d'origine naturelle.	Faibles
Sol pollués	Sans objet	
Sous-sol	À l'échelle de l'aire d'étude éloignée la zone géologique est stable, aucun gisement particulier ou exceptionnel de ressources naturelles dans le sous-sol.	Très faibles
Agriculture/sylviculture	Au droit de la plateforme ZBS_Nord_Ouest, culture de céréales (blé) et absence de boisements.	Faibles

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (dépt. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Incidences potentielles sur l'utilisation des sols		
Changement d'occupation du sol et incidences sur l'activité agricole	<p>La réalisation du forage entraîne un changement d'occupation du sol temporaire d'une faible surface (200 m² maximum pour l'ensemble de la plateforme le temps des travaux, quelques mètres carrés pour l'édicule recouvrant l'ouvrage en phase de fonctionnement) avec dépôts de matériaux stockés sous forme de merlon autour de ces sites.</p> <p>L'activité agricole peut se retrouver impactée par une interruption de ses itinéraires. La perte très limitée de surface agricole est insuffisante pour avoir une incidence sur l'économie agricole.</p>	
Risque de pollution accidentelle	La pollution peut être directe, par déversement d'un produit polluant sur le sol (présence d'engins de chantier, produits chimiques, déchets etc.) ou indirecte, par lessivage d'une pollution de sol ou de MES par ruissellement d'eaux pluviales.	
Mesures et suivis sur l'utilisation des sols		
Changement d'occupation du sol et incidences sur l'activité agricole	<p>Concernant le changement d'occupation du sol, la mesure de remise en état des zones d'intervention potentielles temporaires (R2.1r) comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> le démantèlement des aménagements annexes (engins, équipements, bungalows) ; l'évacuation des déchets ; la réutilisation des matériaux extraits pour la remise en état ; la réalisation de travaux de type agricole sur le sol (décompactage, griffage). <p>Concernant les incidences sur l'activité agricole, les mesures suivantes sont prévues :</p> <ul style="list-style-type: none"> R2.1a - Un travail d'évitement et de réduction des incidences sur le foncier (pas de bâti agricole dans la zone d'intervention potentielle, optimisation des surfaces occupées) ; R2.1z - Le rétablissement des itinéraires agricoles, R2.1a - La mise en place d'un plan de circulation pour limiter le nombre de pistes d'accès et l'information des exploitants ; le cas échéant, le rétablissement des réseaux de drainage agricoles. <p>Enfin, à l'issue de la phase de fonctionnement du projet global Cigéo, les édicules, les dalles bétons associées et l'ensemble des équipements encore présents seront déposés ou démolis, les piézomètres sont bouchés et les terrains remis en état lors de la phase de fermeture et de remise en état du projet global Cigéo.</p>	
Risque de pollution accidentelle	<p>Concernant le risque de pollution accidentelle, des mesures de bonnes pratiques de chantier sont mises en place (R2.1d), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> la mise en place de dispositifs de stockage adaptés pour les produits dangereux ; les vidanges, ravitaillements et nettoyages des engins et du matériel sur une zone spécialement définie et aménagée ; l'équipement des engins, véhicules et bungalows ou roulottes de chantier de kits de dépollution de taille adaptée ; la gestion adaptée des déchets (stockage dans des conditions permettant d'empêcher toute pollution des sols et les envols). <p>Par ailleurs, un Plan d'organisation et d'intervention (POI), ou document équivalent, est établi afin de définir les modalités d'intervention en cas d'incident ou d'accident. Ce POI ou document équivalent, précise l'organisation, les moyens humains et matériels à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle.</p>	

Opération concernée (centre de stockage Cigéo)		Ribeaucourt (départ. 55)
Forages profonds de caractérisation en limite de ZIOS (Programme ZBS_FOND_UP1) ZBS_Nord_Ouest		
Incidences résiduelles sur l'utilisation des sols		
Changement d'occupation du sol et incidences sur l'activité agricole	Les incidences résiduelles du forage sur le changement d'occupation du sol et l'activité agricole sont faibles.	Faibles
Risque de pollution accidentelle	Les incidences résiduelles du forage sur le risque de pollution accidentelle sont faibles.	Faibles
Présentation détaillée des mesures d'évitement et de réduction		
Toutes les mesures citées dans cette fiche sont présentées dans le volume IV de la « Pièce « DAE6 – Étude d'impact du projet global Cigéo » (3)		

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1 Demande d'autorisation d'urbanisme - Tranche de travaux DR0. Volet chapeau urbanisme. Andra (2024). Document N°CG-01-D-NTE-AMOA-AU1-0100-23-0001.
- 2 Centre de stockage Cigéo - Premières opérations de caractérisation et de surveillance environnementale - Documents graphiques - Dossier de permis de construire - Commune de Ribeaucourt - U.F n° 151. Archilor (2023). N°CG-01-D-PCR-CACR-AU1-0100-23-0010. 11 p.
- 3 Dossier de demande d'autorisation environnementale et d'urbanisme - Tranche de travaux DR0. Pièce DAE6 - Étude d'impact du projet global Cigéo. Andra (2024). Document N°CG-01-D-EDM-AMOA-ESE-0100-23-0006.
- 4 Schéma directeur d'aménagement de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands. Eau Seine Normandie; Préfecture de la région d'Ile-de-France (2022). 180 p. Disponible à l'adresse : <https://fr.calameo.com/agence-de-l-eau-seine-normandie/read/004001913e70f7f2c707c>.



**AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION
DES DÉCHETS RADIOACTIFS**

1-7, rue Jean-Monnet
92298 Châtenay-Malabry cedex
www.andra.fr